

KAUTILYA

N°3

Mars 2024

Les deux ans du conflit russo-ukrainien



Le Kautilya est une revue bimestrielle publiée par la Fédération pour la Diplomatie et les Nations Unies (FDNU).

Le dessein principal de cette revue vise à vulgariser les enjeux de la géopolitique et des relations internationales actuelles.

Les opinions émises dans le Kautilya n'engagent que leurs auteurs.

Contacter la rédaction : kautilya@fdnu.fr



Agenda

de la Formation d'Institut Universitaire

23 mars 2024

RUWar - HEIP Lyon

23 mars 2024

Model AU - Paris, Sorbonne

30 mars 2024

Sommet Ibéroaméricain -
Paris, Sorbonne

Édito

Chères lectrices, chers lecteurs,

Il y a deux ans, ce qui devait être une rapide opération de démilitarisation et « dénazification » de l'Ukraine fut lancée par la Russie. Cependant, face à l'échec de l'offensive sur Kiev au début du conflit, les objectifs de cette opération ont évolué, des territoires ont été unilatéralement rattachés à la Fédération de Russie et le conflit s'est rapidement mué en une guerre d'attrition avec pour épicentre principal l'Est de l'Ukraine. Bien que Vladimir Poutine ait réitéré en décembre dernier que les objectifs de « l'opération militaire spéciale » restaient inchangés, en soulignant l'intention de Moscou de garantir la neutralité de Kiev, force est de constater qu'au regard de la situation actuelle, il est encore difficile de comprendre la véritable finalité que la Russie désire donner à ce conflit.

D'autre part, ces vingt-quatre derniers mois ont su mettre en évidence des tensions préexistantes, parfois larvées, au sein du bloc occidental. La difficulté à trouver un terrain d'entente sur la nature de l'assistance à fournir à l'Ukraine, les finalités de ce soutien, et les stratégies pour les atteindre, mais également sur les mesures à appliquer à l'encontre de la Russie a ainsi dévoilé une absence d'unité occidentale. En choisissant de devenir des acteurs de premier plan de ce conflit, les pays occidentaux sont, par conséquence, confrontés à de véritables nouveaux défis dans de multiples domaines démontrant alors la fragilité de leur cohésion.

Loin de vouloir dépeindre une vision purement manichéenne de ce conflit, ce troisième numéro du Kautilya s'est efforcé à y apporter une analyse pluraliste, en exposant une variété de perspectives tout en s'attachant, toutefois, à maintenir une distance critique. En effet, par une analyse extérieure, cette édition a cherché à s'affranchir autant que possible des paradigmes prévalant actuellement, dans le but d'approfondir la compréhension des positions de chaque partie impliquée dans cette dynamique presque inédite dans l'Europe du XXI^e siècle.

La rédaction

En lumière

pp. 06 - 07

Infographie

pp. 08 - 09

Grand Dossier

pp. 10 - 76

Horizons

p. 77

Nos auteurs

p. 78

En lumière

VLADIMIR Ier SVIATOSLAVITCH

L'instrumentalisation de l'histoire apparaît comme un élément désormais majeur du conflit qui oppose la Russie et l'Ukraine. Pour la Russie comme pour l'Ukraine, il s'agit d'utiliser l'histoire pour renforcer leur narratif politique, d'un côté pour consolider le pouvoir et placer l'Ukraine dans la sphère historique et culturelle de la Russie, de l'autre pour rejeter les prétentions russes à cette histoire et renforcer un sentiment d'identité nationale. Aussi, comme le rapporte la sociologue Anna Colin Lebedev dans son dernier livre « Jamais frères ? Ukraine et Russie une tragédie postsovietique », les sociétés russe et ukrainienne ont été façonnées par une histoire qui est à la fois enchevêtrée et distincte. Au cœur de la guerre, l'appropriation de la figure du prince Vladimir Ier Sviatoslavitch – considéré comme le bâtisseur de la Rus' de Kiev et fondateur de la Sainte Russie – est devenu un moyen politique de consolider et légitimer chaque camp.

Erigée au XIXe siècle, une statue de Vladimir le Grand surplombe le Dniepr et la ville de Kiev. L'inauguration en 2016 d'une représentation guerrière à Moscou fit grand bruit, puisque cela revenait à revendiquer la centralité de la capitale russe pour le peuple rus', incluant les Ukrainiens, alors même que Vladimir Ier Sviatoslavich ne s'est jamais rendu à Moscou, ville alors encore inexistante. Cette appropriation de l'icône orthodoxe par les deux pays nous pousse à nous interroger sur qui était véritablement Vladimir le Grand. Nous disposons de peu d'informations au sujet de ce personnage de légende, contenues dans les Chroniques des temps passés. Il est alors important de noter qu'alors que Vladimir Ier régna de 980 à 1015, la chronique fut écrite à la fin du XIIe siècle après J.C. et que la copie la plus ancienne qui nous soit parvenue ne fut rédigée qu'en 1371, soit près de quatre siècles après sa mort. Aussi, il convient de remettre en perspective les éléments de la vie de Vladimir Ier.

Selon les Chroniques, le monde slave était en proie à l'instabilité au Xe siècle, due aux rivalités de pouvoir entre les chefs de clans et les menaces extérieures, comme celle des Petchenègues. Lorsque Sviatoslav Ier, père de Vladimir Ier meurt, il partage la Rus' de Kiev entre ses trois fils qui s'affrontèrent alors dans une lutte fratricide dont profita Vladimir en triomphant de ses opposants grâce au soutien des Scandinaves. Il fut ainsi couronné Grand Prince de Kiev en 980. Selon la chronique, Vladimir était initialement un païen « soumis aux vices » qui n'entreprit de se convertir au monothéisme qu'après avoir conquis Chersonèse, ville de Crimée sur les rives de la Mer Noire, afin de favoriser l'unification de ses territoires. Il fit venir des représentants du Christianisme Romain, du Christianisme Byzantin, de l'Islam et du Judaïsme, et après avoir renvoyé successivement tous les émissaires, il choisit de se convertir au Christianisme Byzantin. Il scella du même coup une alliance avec Constantinople en épousant Anna, la sœur de l'empereur Basile II en échange de son baptême. La légende raconte que lorsque la princesse arriva à Kiev, Vladimir était aveugle, et que le baptême lui rendit miraculeusement la vue. Dès lors, Vladimir s'empressa de convertir l'ensemble de la population, créa un système d'aide aux pauvres et aux malades, réorganisa la justice, abolit un temps la peine de mort et consacra le dixième de ses revenus à la cathédrale de Tithes qu'il fait construire à Kiev. Il mourut en 1015, assassiné alors qu'il se préparait à livrer bataille contre son fils, dès lors, reconnu comme le fondateur de la Sainte Russie et du monde slave orthodoxe.

Révérée aussi bien en Ukraine qu'en Russie, la figure de Vladimir Ier est devenue un point de discorde majeur. Au lendemain de la chute de l'URSS, l'Ukraine a établi sa propre Eglise orthodoxe, non-reconnue et condamnée par le Patriarche de Moscou. C'est ainsi qu'après l'annexion de la Crimée en 2014, la Russie a manifesté son droit de s'approprier la figure de Vladimir Ier puisque ce dernier régnait autrefois sur un territoire comprenant la Crimée et une partie de la Russie. Le parallèle entre Vladimir Ier s'emparant de Chersonèse en 988 et le maître du Kremlin annexant la Crimée est frappant. V. Poutine entend rassembler l'ensemble du peuple issu des rus' - ukrainiens et russes – notamment grâce à l'appartenance à une orthodoxie commune. Pour l'Ukraine, il s'agit alors de se dissocier de l'histoire russe et de revendiquer la singularité du peuple ukrainien. Ce faisant, Kiev se considère comme l'unique ville sainte, capitale de l'ancien territoire rus' que le V. Zelensky n'hésite pas à qualifier « d'empire puissant en Europe » dans sa volonté d'un rapprochement avec l'Occident.

Depuis 2014, la guerre en Ukraine se déroule également sur un plan des idées ; chaque camp essayant de s'approprier l'histoire pour servir son dessein politique. Vladimir Ier est alors devenu un symbole de cette lutte idéologique, à la fois père de la nation ukrainienne et russe, mais dont l'inimitié entre les peuples pousse désormais à une rupture inéluctable.

par Loukiane DOUCET

Infographie



Source : [Ministère des Armées](#).

Les principaux belligérants

UKRAINE



FEDERATION DE RUSSIE

Population : 38 000 000 habitants (2022)

PIB : 160 502 millions de \$

PIB/hab. en PPA : 12 675 \$/hab.

Budget militaire : 47.8 milliards de \$

Population : 144 236 933 habitants (2022)

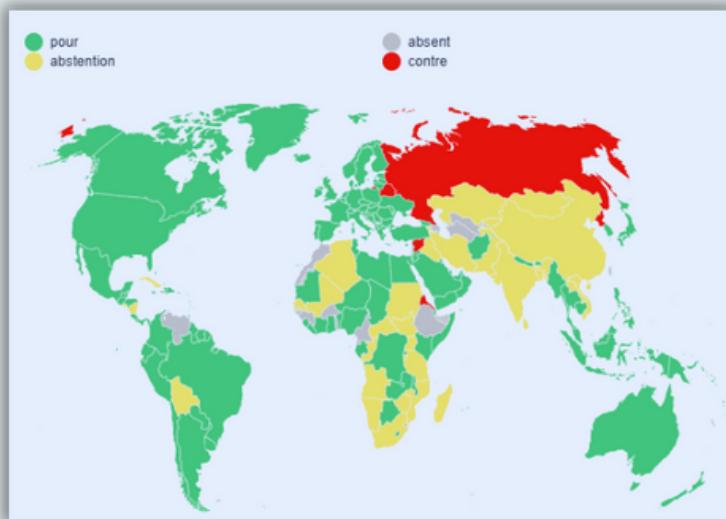
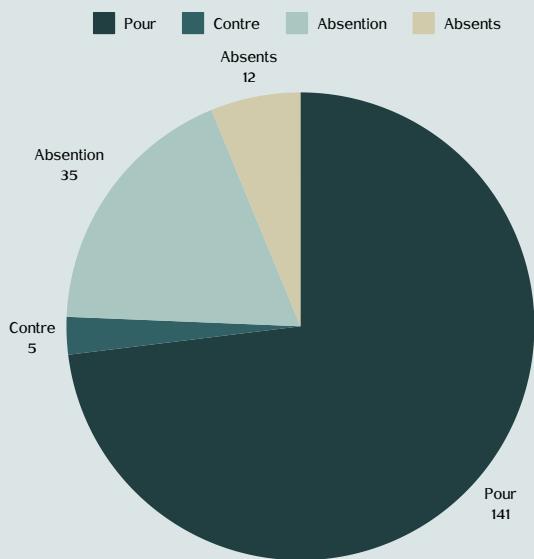
PIB : 2 240 422 millions de \$ (2022)

PIB/hab. en PPA : 36 307 \$/hab.

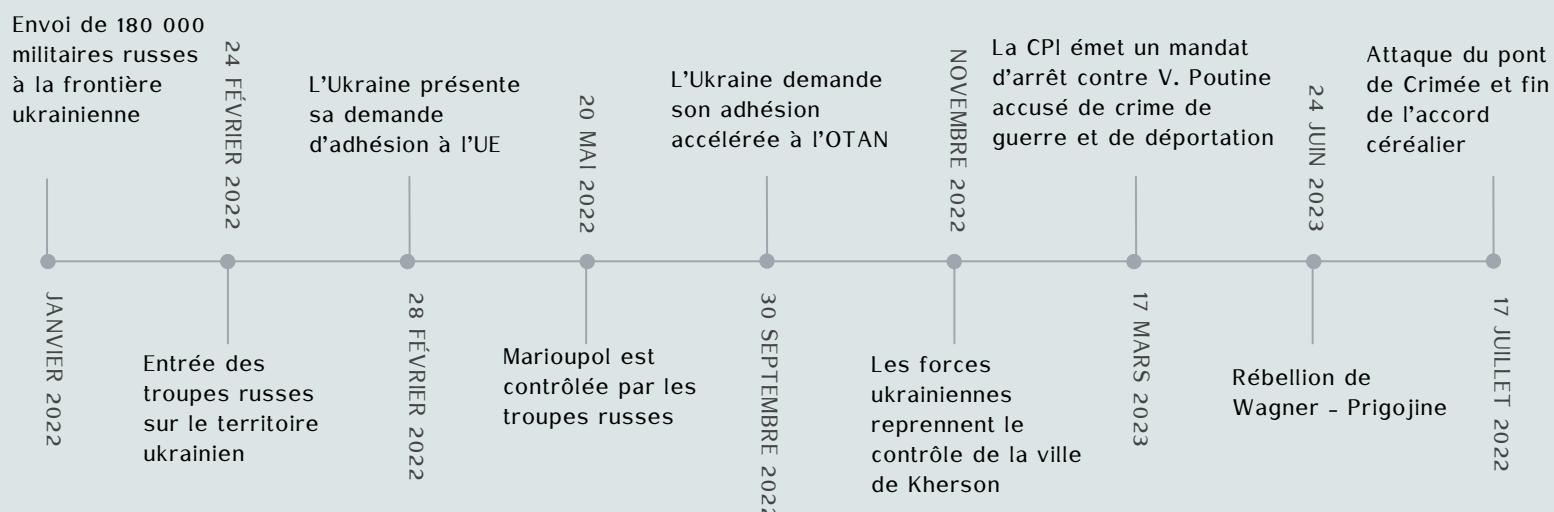
Budget militaire : prévisions du budget de la défense en 2024 : augmentation de 90% du budget par rapport à 2021 > 119 milliards de dollars (économie de guerre).

GRAPHIQUES

2 mars 2022 : L'Assemblée générale de l'ONU adopte une résolution déplorant « l'agression » commise par la Russie contre l'Ukraine et exigeant le retrait des troupes russes en Ukraine

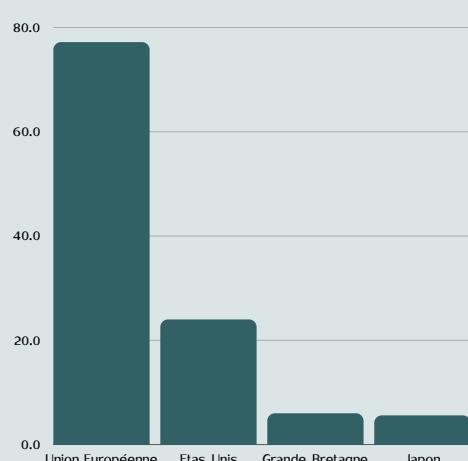


Frise chronologique indicative : les six premiers mois du conflit russo-ukrainien

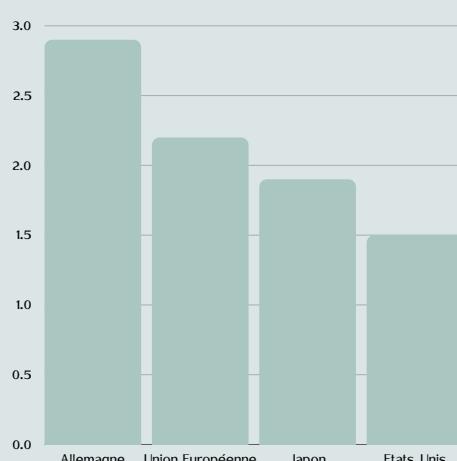


Soutien pour l'Ukraine – entre le 24 janvier 2022 et le 15 janvier 2024 (en billions d'euros)

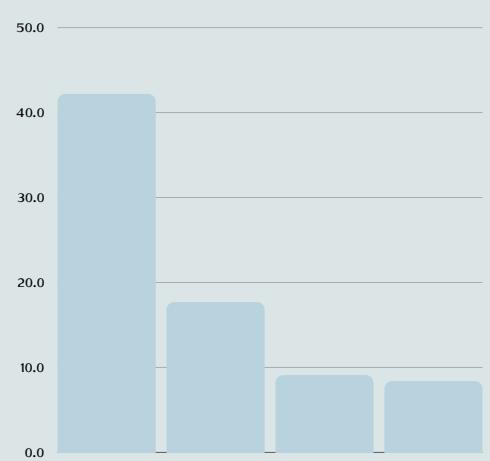
Soutien financier



Soutien humanitaire



Soutien militaire





Les deux ans du conflit russo-ukrainien

**Retour historique sur les relations
russo-ukrainiennes**
par Titouan Guilbaud

11 – 31

**La mer Noire et la mer d'Azov : des espaces
stratégiques évolutifs entre 1991 et 2024.**
par Fiona Bessioud-Janoir

32 – 50

La diplomatie de Zelensky
par Marie-Victoire Barbaret

51 – 61

**Le soutien occidental : une efficacité
nuancée ?**
par Margot Legrand

62 – 73

**Tribune libre – L'Ukraine, ou l'échec de
l'Occident**
par Denis Richard

74 – 76

Retour historique sur les relations russo-ukrainiennes

Introduction

« Sans l'Ukraine, la Russie cesse d'être un empire en Eurasie » ; tels sont les mots de Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller spécial de Jimmy Carter et expert en relations internationales, qui qualifie l'Ukraine de pivot géopolitique(1). En effet, selon lui, la conservation de l'indépendance ukrainienne est un enjeu global qui pourrait modifier le rapport de force au sein de l'échiquier mondial. Ce pays, de plus de 40 millions d'habitants - soit presque un tiers de la démographie russe -, dispose de nombreux atouts stratégiques, qu'ils soient topographiques, industriels, ou géographiques. Depuis 2010, l'Ukraine est l'un des principaux producteurs de céréales au monde, jouissant de 42 millions d'hectares de surface agricole - soit 70 % de son territoire - et d'un tiers des terres cultivables européennes(2). Son industrie lourde, notamment développée à l'Est, représente également une grande part de son produit intérieur brut. Mais c'est surtout la localisation du pays qui s'avère extrêmement stratégique. L'Ukraine dispose d'un accès direct à la mer Noire par la Crimée - et donc à la mer Méditerranée -, et la superficie du pays lui permet de servir de route commerciale pour approvisionner l'Europe depuis la Russie, dont elle reste relativement dépendante économiquement. En effet, bien qu'en pleine diversification de ses partenaires économiques, 31 % des échanges commerciaux ukrainiens s'entretenaient avec la Russie en 2010, contre seulement 28 % avec l'Union européenne. De plus, la Russie prodigue une grande part des besoins ukrainiens en gaz naturel - à hauteur de 74 % -, et en pétrole - pour 85 % -(3). On peut donc évoquer une relative dépendance économique de l'Ukraine vis-à-vis de la Russie dans l'histoire récente, mais cette dépendance n'est pas à sens unique. La Russie, à l'inverse, utilise le territoire ukrainien voisin pour faire transiter une part conséquente du gaz exporté en Europe. Les interactions économiques entre les deux pays varient selon les périodes - surtout en ces temps de guerre - mais restent globalement une constante importante à prendre en compte dans l'analyse de leur commerce international.

Le territoire ukrainien peut donc susciter l'intérêt de la Russie voisine, qui cherche à retrouver son statut de puissance globale, définit comme l'une des priorités de l'intérêt national rationnel du Kremlin(4). Mais pour revendiquer une influence sur ce territoire, le gouvernement russe doit mettre en avant une source de légitimité auprès de sa société civile et de la sphère internationale. Pour ce faire, l'administration, incarnée par Vladimir Poutine à la tête de l'Etat, peut s'appuyer sur une historiographie abondamment nourrie par le passé commun des peuples slaves, et sur l'influence historique des Russes dans la genèse de la création de l'Ukraine. Or, la véracité des fondements historiques du discours russe est contestée par le récit ukrainien. En effet, de son côté également, l'administration ukrainienne cherche à légitimer sa souveraineté et l'indépendance de son jeune pays par un récit historiographique insistant sur le caractère singulier de la construction de son identité nationale - celle-ci présentée comme indépendante de son voisin russe -. Ainsi, ces deux paradigmes antagonistes semblent constituer la base de la rhétorique des belligérants lorsqu'il s'agit de faire prévaloir le bien-fondé de l'attitude de leur camp respectif face à leur relation conflictuelle. Dans l'imaginaire collectif, l'Etat ukrainien reste fortement lié à la Russie, tant dans la construction de son identité nationale, que dans ses relations internationales depuis 1991. Or, l'Ukraine d'aujourd'hui semble souhaiter s'écartier de la sphère d'influence de l'ex-Union soviétique au profit de l'intensification de ses relations avec l'Occident. La Russie de Vladimir Poutine n'est pas de cet avis, considérant que l'Ukraine, sous différents motifs, se doit de conserver ces relations privilégiées, presque fraternelles, que les deux pays entretiennent depuis des temps immémoriaux.

Tout l'enjeu de cet article est donc de dresser le tableau historique des événements importants dans la création des Etats russe, ukrainien et de leurs nationalismes, pour tenter d'évaluer la légitimité de leurs sources historiographiques respectives. L'objectif est de comprendre l'interdépendance entre l'Ukraine et la Russie dans l'histoire, son évolution jusqu'au contexte actuel, ainsi que les querelles mémorielles qui en découlent. Ainsi, il serait plus aisément d'esquisser les enjeux et raisons probables du conflit actuel, faisant lumière sur cet antagonisme abstrait. Pour ce faire, les faits historiques non-soumis à l'analyse, et relatés par cet article, seront tirés des écrits d'Orest Subtelny et d'Alexandra Goujon, notamment *Ukraine: a History* (2009) et *L'Ukraine, de l'indépendance à la guerre* (2023) qui apportent, à eux-deux, un panorama factuel de l'histoire de l'Ukraine sur lequel s'appuyer pour en souligner les événements édifiants, quant à l'analyse de l'évolution de son nationalisme.

La genèse d'une tradition nationale commune : Russes et Ukrainiens, deux peuples fraternels ?

« Kiev est la mère des villes russes ». Cette affirmation largement employée dans l'historiographie commune - notamment par les médias russes -, tire des fondements historiques. Comme évoqué précédemment, les croisements répétés du dessein des populations slaves orientales - russes, biélorusses et ukrainiennes - durant l'histoire, nourrissent le discours du Kremlin lorsqu'il s'agit de justifier l' « opération spéciale » qui se déroule actuellement en Ukraine. En se référant à l'Histoire, Vladimir Poutine et ses partisans soutiennent l'union des peuples et des territoires russes et ukrainiens, souhaitant réaffirmer le statut de puissance globale de la Russie(5). Dans sa forme contemporaine, l'Ukraine est située à la croisée des chemins entre Europe et Asie, proche des mers Méditerranée, Baltique et Caspienne, et largement irriguée par de grands fleuves. Ainsi, sa capitale actuelle, Kiev, constitue un siège commercial stratégiquement idéal, très prisé et influent durant l'histoire. Par conséquent, cette zone a été le théâtre de conflits nombreux, ayant pour but d'occuper d'un seul tenant ce vaste territoire reliant la Scandinavie à la Mer noire, pour ouvrir les plus larges routes commerciales possibles, vers toutes les directions. Cet accomplissement est achevé à plusieurs reprises par des acteurs ambitieux et plus ou moins étrangers, unifiant les peuples de la région sous différentes bannières au fil de l'Histoire. C'est notamment ces instabilités politiques qui vont donner naissance aux dissensions quant à la légitimité de l'Ukraine actuelle à évoluer au coeur de la sphère internationale en tant qu'Etat-Nation.

Pour expliquer la rhétorique russe et les querelles mémorielles qui en découlent, il convient de remonter au IXème siècle. En 882, le chef Varègue Oleg dit « le sage », s'empare de Kiev et l'intègre à Novgorod dont il est déjà souverain. C'est lors de son investiture comme prince de Kiev, que celui-ci proclame « cette ville sera la mère des villes russes », et en fait la capitale du premier Etat slave oriental: la Rus' de Kiev(6). Cet Etat s'étend alors, à son apogée, sur les territoires des actuelles Biélorussie et Ukraine, allant jusqu'à occuper une partie des terres russes d'aujourd'hui. Plus tard, en 988, Vladimir Ier devient le premier prince régnant sur Kiev à adopter officiellement l'orthodoxie. Il sera inhumé dans l'église de la Dôme de Kiev à sa mort, événement clef de l'histoire de l'identité de la société slave, auparavant païenne(7). Kiev semble donc, effectivement, le berceau d'une partie de la culture slave. Or, l'appellation « Rus' de Kiev » est l'objet de débats sémantiques récurrents à cette époque. La Rus' souffre de son homophonie avec « russe », et est communément qualifiée de « Russie Kiévienne » de par une traduction approximative. La Rus' - initialement ethnonyme de tous les Slaves orientaux -, va donc passer à la postérité comme tel, conscientisée en qualificatif des « Russes », ceux-ci ayant unifiés les peuples kiéviens sous leur bannière à différentes re-

prises. Cette interprétation, reprise par coutume du côté occidental, profite donc à l'historiographie mise en place par la Fédération de Russie aujourd'hui, pour revendiquer une influence sur ce territoire. Poutine l'affirme lui-même dans son discours relatif au rattachement de la Crimée : « La Rus' de Kiev ancienne est notre source commune et nous ne pouvons pas vivre l'un sans l'autre »(8).

Aussi, ce n'est que plus tard, en 1187, que la terminologie « Ukraine » est utilisée pour la première fois. En vieux-slave « Oukraïna » désigne initialement une région proche de Kiev nommée « Pereïaslav », et renvoie étymologiquement à sa localisation, c'est à dire aux limites - « kraï » - du territoire. Les Ukrainiens, quant à eux, sont communément nommés « Petits Russiens » pendant des siècles, renforçant encore davantage la rhétorique russe d'aujourd'hui, assurant que Russes et Ukrainiens ne forment qu'un seul et même peuple. La Rus' de Kiev est bien aux origines de la tradition étatique des slaves orientaux - Russes, Biélorusses, Ukrainiens -, mais également le berceau d'une population multi-ethnique reconnue culturellement par les entités voisines. Comme évoqué précédemment, le paradoxe est que la Rus' est fondée par des varègues - marchands scandinaves - et non des Slaves. Ayant remontés les différents fleuves de la région en drakkars, ceux-ci conquièrent l'emplacement stratégique que constituent Kiev et ses alentours, sous couvert d'ambitions commerciales. Une élite majoritairement normande, grecque et slave du sud s'y développe alors, bénéficiant d'un impressionnant réseau commercial. En effet, les varègues profitent de leur expertise navale en arpantant les fleuves et mers de la région pour relier aisément Constantinople, le Califat Abbasside et la Mer Méditerranée au Sud - par la mer Noire, la Volga et la mer Caspienne - ; tandis qu'au Nord, la mer Baltique permet d'échanger avec la Scandinavie et toute l'Europe occidentale. Finalement en 1240, l'Etat kiévien instable, tribal, et enlisé dans d'incessantes querelles de pouvoir, est conquis par les Mongols. La population est alors massacrée en grande partie, quand certains parviennent à se réfugier à l'Ouest, notamment dans la principauté voisine de Galicie-Volhynie. Préalablement à l'invasion mongole, certaines entités politiques nouvelles vont émerger, issues de la division politique de la Rus'. Parmi ces territoires davantage préservés des attaques nomades car bénéficiant d'un emplacement à l'écart des steppes, se trouve la Moscovie. Contrainte de payer un tribut aux Mongols, elle reste néanmoins indépendante et n'est pas occupée, ce qui lui permet de devenir également un refuge pour les Slaves kiéviens.

Il faut ensuite attendre environ un siècle de règne mongol, avant de voir les territoires slaves orientaux réunifiés une seconde fois, de la mer Noire à la mer Baltique. En effet, Kiev est annexée en 1362 par le Grand-duché de Lituanie, puis par la Pologne à la fin du XVe siècle. Ces deux Etats finissent par fusionner plus tard - en 1569 - en un seul : la Rzeczpospolita - République -. Communément dénommée « République des deux nations », elle s'étend alors à son apogée - aux XVI-XVIIe siècle - sur les territoires des

actuelles Lituanie, Pologne, Biélorussie, Ukraine et sur une partie de la Russie. Dans le même temps, la Moscovie, plus à l'Est et relativement préservée, perpétue une politique expansionniste qui atteint son paroxysme sous Ivan III (1462-1505), ce dernier s'affranchissant définitivement de la contrainte mongole et conquérant la principauté de Novgorod voisine. En 1493, Ivan III se proclame alors « Tsar de toute la Russie », présageant la revendication des anciennes terres de la Rus' si convoités. Le territoire de l'actuelle Ukraine, au carrefour entre quatre puissances illustres de l'époque est donc disputé ardemment jusqu'à la fin du XVIIe siècle. Les Slaves sont menacés par ces puissances voisines, mais également sous l'emprise du servage polono-lituaniens en expansion, souhaitant affaiblir l'orthodoxie - religion partagée par une majorité des Slaves - au profit du catholicisme. Face à la dégradation de leur situation, une partie notable de ces Slaves décide d'adopter le mode de vie Cosaque. Les Cosaques - « libre-guerrier » - sont initialement associés à des mercenaires tatars, mettant leurs forces à disposition de souverains étrangers et protégeant leur territoire contre les incursions extérieures. Troupes amphibies, ils vivent à cette époque à l'orée des steppes. Ils établissent notamment leurs sitch - centre politique - le long des rivières du Sud-est de l'Ukraine actuelle, plus ou moins retranché en aval, d'où leur attribut de Zaporogue : « Vivant au-delà des rapides ». À partir du XVIe siècle, les Slaves orientaux deviennent majoritaires dans les rangs des Cosaques Zaporogues dont le mode de vie séduit dans ce contexte incomode. Si bien qu'à l'aube du siècle suivant, Kiev devient une importante communauté orthodoxe jouissant de la création de son académie, figure importante de l'anti-catholicisme et marqueur des débuts d'une identité ukrainienne. Les Cosaques Zaporogues expriment alors de manière croissante leur opposition au gouvernement, et après d'infructueuses tentatives des autorités polonaises à intégrer ces derniers à l'armée régulière, ils sont finalement réprimés par le sang, à plusieurs reprises. L'escalade des tensions est inévitable et celles-ci culminent en 1648, quand la sitch des Cosaques Zaporogues s'allie aux Tatars de Crimée dans un mouvement insurrectionnel. Ils reprennent alors Kiev après avoir massacré de nombreux Polonais, notamment catholiques, juifs, ou issus de l'administration. En revanche, la résistance polonaise demeure conséquente, si bien que l'hetman Cosaque - chef des clans - se tourne vers la Moscovie et signe le Traité de Pereïaslav - en 1654 - plaçant l'hetmanat sous protection militaire de cette dernière. Or, Alexis Ier, Tsar moscovite de l'époque, l'interprète différemment, considérant cet accord comme l'assertion de la réunification des territoires de la Rus' sous son égide. Les Cosaques sont, en effet, assimilés à une force militaire supplémentaire pour la puissance Moscovite qui espère ainsi être en mesure de rivaliser avec l'Empire Polono-Lituaniens. Dans ce cadre, le Tsar affirme que le territoire lui revient de plein droit. La Pologne-Lituanie déclare alors la guerre à Moscou, ce qui dévaste l'hetmanat Cosaque pendant plus de dix ans - période qualifiée de « Ruine » dans l'historiographie ukrainienne aujourd'hui -. Ce n'est finalement qu'en 1667, que la Moscovie et la Pologne-Lituanie signent le Traité bilatéral d'Androussovo

qui entérine la fin des conflits entre les deux puissances, et fait du Dniepr leur frontière naturelle commune. Quant à Kiev, elle est définitivement rattachée à la Moscovie en 1686, événement charnière de l'union des peuples slaves orientaux, d'Ukraine et de Russie.

Le rôle des Cosaques Zaporogue pendant cette période est d'une importance capitale dans la formation de l'historiographie ukrainienne moderne. En effet, ceux-ci sont présentés comme des héros du nationalisme ukrainien, se battant contre l'assimilation par les Polonais puis les Russes. Ils incarnent un idéal romantique de guerriers paysans épris d'une liberté fragile, qui luttent contre les oppressions étrangères que subit le peuple ukrainien. Tout au long de l'Histoire, l'image de ces Cosaques Zaporogues est entretenue par les élites intellectuelles ukrainiennes, telle la première braise ardente de leur nationalisme. On le voit aujourd'hui, cette historiographie est très répandue dans la société ukrainienne de par la mise en valeur d'effigies d'hetmans Cosaques, d'écrits épics, de commémorations, ou même la présence du « vieux cosaque au mousquet » dans les armes d'Etat. Néanmoins, le rôle précis et spécifique de la période Cosaques dans l'affirmation de l'identité nationale ukrainienne pose question. Face à l'oubli plus ou moins volontaire de la cruauté de leurs exploits militaires, et la reprise de ce même récit par la Russie pour promouvoir une société et des valeurs typiquement russes, la pertinence de cette historiographie Cosaque s'avère affaiblie. Aujourd'hui, la Cosaquerie Zaporogue semble donc relayée au rang de mythe initiatique bénéfique à l'unité ukrainienne car non-sans écho à la situation actuelle(9).

La division du peuple ukrainien : entrave à un nationalisme balbutiant et audacieux

À partir de 1686, le peuple ukrainien est donc divisé en deux entités distinctes, sous l'égide de deux puissances voisines. Séparés par la frontière que constitue le Dniepr, 80 % de ceux-ci sont sujets du nouvel Empire russe, quand les 20 % restants évoluent sous la domination de l'Empire Habsbourg. Ces deux Empires, vastes conglomérats où vivent de nombreux peuples ethniquement et culturellement variés, disposent d'un pouvoir hautement centralisé assurant le respect de l'ordre et d'un système de caste relativement étanche. La composition sociale hétéroclite et la superficie des territoires gouvernés peuvent expliquer, dans une certaine mesure, les gouvernements autoritaires qui s'y imposeraient naturellement. En effet, face à une diversité ethnique considérable, le risque de revendications nationales l'est tout autant. C'est dans ce contexte social, que des conditions préalables à l'émancipation identitaire du peuple ukrainien vont faire surface, de par des changements institutionnels et l'émergence de nouvelles classes sociales au cours des siècles suivants. Dans ce cadre, les tsars russes successifs, avec une souplesse relative, s'efforcent de maintenir l'ordre au sein des

peuples récemment reconquis, et par extension, de perpétuer le processus naturel de « russification » de ceux-ci, étant gage de stabilité de l'Empire. C'est le cas du tsar puis empereur Pierre Ier (1682-1725) qui, dans une volonté de modernisation, établit un régime d'ordre strict, le servage total des paysans et entreprend une européanisation du système politique. L'objectif, à terme, est d'interagir plus aisément avec les puissances du Vieux Continent(10). Les Ukrainiens, partie intégrante de la paysannerie, sont toujours considérés comme liés historiquement au dessein russe, et leur territoire jugé essentiel, n'aurait été séparé de la Russie pendant l'histoire seulement par accident. On devine une référence à la domination succincte de la Pologne-Lituanie et cela rappelle, une nouvelle fois, le discours de Vladimir Poutine lorsqu'il revient sur la chute de l'Union Soviétique en 1991, octroyant à l'Ukraine son indépendance « par accident ». Au coeur du discours des élites impériales russes, les quelques différences entre peuples slaves résulteraient de ces séparations temporaires qu'il conviendrait alors d'effacer, pour renforcer l'unité de l'Empire. L'autorité et l'ordre sont donc primordiaux pour que la « russification » des populations se déroule, sans risquer l'émergence de sentiments nationaux. Cela passe notamment par la mise en place des structures bureaucratiques de l'Empire sur les différents territoires, dont celui de l'actuelle Ukraine. Ces structures découpent le territoire en neuf provinces, elles-mêmes subdivisées en 3 régions comme l'explique Subtenly. Les villes ukrainiennes majeures sont alors subordonnées à l'administration provinciale, permettant l'uniformisation et la proximité de la gouvernance. Cela ne contrecarre pas les révoltes, à l'image des années 1707-08, théâtre d'une insurrection Cosaque visant à revendiquer le retour à une ère pré-bureaucratique et l'amélioration de leurs conditions de vie(11). La rébellion finit par avorter en 1708, et en guise de représailles préventives, Pierre Ier ordonne le massacre des hommes du berceau de la révolte, abattant un tiers de la population mâle des communautés des rives nords du Don. De leur côté, femmes et enfants sont réduits en esclavage et vendus aux abords de l'Empire, entraînant une crise de sous-population dans cette région. De telles révoltes, plus ou moins spontanées, ont lieu à de multiples reprises et à l'initiative de divers acteurs au cours des siècles suivants également, illustration de ces sentiments nationaux en construction.

La situation ukrainienne sous l'Empire Habsbourg connaît des similitudes avec celle du côté russe. En effet, la présence de onze nationalités importantes et l'absence de majorité ethnique, implique aussi la convenance de fortes institutions pour contrôler la population et renforcer la stabilité du pouvoir. Ces ukrainiens de l'Ouest sont aussi paysans pour une grande majorité. Vivant en Galicie - au sud du Commonwealth polonais -, ils sont asservis par la noblesse locale, qui les exploite sans considération humaine. Néanmoins, à son arrivée au pouvoir, Joseph II prend pour ligne politique l'amélioration des conditions de vie de ses sujets. Monarque éclairé, il place alors la paysannerie au cœur de ses réformes pour tenter d'en améliorer le sort. Ainsi, en 1781,

une loi démantelant le servage est promulguée par Joseph II quand simultanément, du côté de l'Empire russe, Catherine II le renforce sur le territoire. Le monarque élargit également les droits civils des paysans, confisque une partie des terres de l'Église, ou encore développe l'éducation en bâtissant quelques universités. Bien qu'un grand nombre de ses ambitions réformistes n'ait pas été accueilli à bras ouverts par les élites de l'Empire, Joseph II semble avoir pris part à la restitution des conditions préalables à l'émergence d'un nationalisme ukrainien. Autrement dit, une élite cléricale ukrainienne va pouvoir se constituer. La théologie leur étant enseignée de par leur accès - cette restreint - à l'éducation, le nouveau clergé ukrainien se positionne à un rang social proche de la noblesse polonaise. En revanche, les considérations d'une Ukraine à l'identité spécifique sont insignifiantes à cette époque, si bien que dans un premier temps, le clergé ukrainien, russophile, aide les nobles Polonais à maintenir le servage de la paysannerie ukrainienne - qui sera rétablit au siècle suivant -. Ce jeune clergé constitue les prémisses d'une nouvelle élite intellectuelle à l'Ouest du Dniepr. C'est le comportement et les aspirations de cette jeune élite qui bouscule les considérations ukrainiennes. Nommés communément Intelligentsia, ces cercles intellectuels prennent racine, dans un premier temps, au sein de l'Empire russe courant XIXe siècle, avant de se propager à l'ensemble de l'Europe de l'Est, dont l'Empire Habsbourg. Un nouveau mode de raisonnement les caractérise, explicité par O. Subtelny : penser le bien commun à l'échelle de la société, à l'aune d'une idéologie plus rationnelle et moins portée sur les priviléges, les droits ou obligations des différents groupes sociaux. Cette Intelligentsia est notamment inspirée par les écrits de Herder sur l'importance du langage dans la construction de la nation, et par le Romantisme européen en pleine expansion. Cette réflexion s'inscrit donc dans une volonté de rationalité, d'uniformité, et même d'universalité, valeurs nouvellement attractives à l'époque. Les Ukrainiens n'y échappent pas et voient leur propre Intelligentsia se développer tout au long du XIXe siècle. Un travail historique et linguistique est alors entrepris par celle-ci, dans le but de former les bases d'une conscience nationale ukrainienne. L'ukrainien est encore considéré comme un simple dialecte russe parlé par la paysannerie, et de nombreux membres de l'Intelligentsia s'efforcent d'adapter ce langage pour le rendre littéraire et créer ainsi un premier lien avec les masses. S'ajoute à cela un travail historique important visant à écrire le passé commun des Ukrainiens et à le publier dans cette même langue. Le but est de le rendre compréhensible de tous, paysannerie comprise. Du côté des Ukrainiens de l'Empire Habsbourg, c'est le récit fortement romancé du passé Cosaque qui s'impose, dans l'espoir de constituer une origine culturelle commune à ce peuple dilué dans l'historiographie des autres nationalités. Certains écrivains commencent alors à publier en ukrainien, mais la situation évolue peu. En effet, à l'Ouest du Dniepr, le clergé - seul groupe social ukrainien ayant bénéficié d'une instruction - est peu investit dans la cause nationale et monopolise les écrits. Du côté Est, la censure de l'Empire russe frappe lorsque l'auto-détermination des peuples est

trop mise en avant. Il faut donc attendre la seconde moitié du XIXe siècle pour qu'une Intelligentsia nouvelle émerge. Celle-ci est composée de professeurs, chercheurs et avocats ayant bénéficié d'enseignement en ukrainien - qui leur est donc compréhensible -, à l'Université de Lviv à partir de 1809. Cette seconde vague d'intellectuels peut s'appuyer sur les soutiens d'ukrainophiles de l'Est et du mouvement nationaliste tchèque qui prend de l'ampleur à l'époque, pour développer leurs idées malgré la censure de l'Empire, sans réelle fortune. En effet, le public ukrainien est peu réceptif, face à des cultures russes et polonaises plus concrètes et développées sur leur territoire, d'autant que les conceptions de l'identité nationale diffèrent d'un côté à l'autre du Dniepr. À l'Est, on insiste sur l'héritage Cosaque quand le gouvernement russe laisse les écrits se diffuser, quand, à l'Ouest, la résistance conservatrice du Clergé ukrainien restreint l'émancipation intellectuelle de la paysannerie majoritaire. On peut tout de même affirmer que le processus d'intégration nationale a débuté, dans le sens où, sans forcément adhérer au récit, les Ukrainiens de l'Est comme de l'Ouest commencent à s'intéresser à leurs homologues de l'autre côté de la frontière.

C'est au début du XXe siècle que les velléités nationales atteignent leur paroxysme. La Révolution de 1905 d'abord, accorde le droit d'association aux Ukrainiens l'Est et reconnaît leur langage, permettant entre autres, l'émergence d'une presse revendicatrice. Puis, avec la Révolution bolchevique de 1917, le gouvernement provisoire promet l'autonomie nationale aux nombreux peuples qui la réclament. Lénine affirme alors que les acteurs de cette révolution proléttaire doivent s'emparer du pouvoir, et la Rada de Kiev - ancienne association d'organisations culturelles ukrainiennes - revendique l'indépendance nationale, en vain. En effet, Lénine soutient le principe du droit des nationalités jusqu'en 1917, dénonçant le mauvais traitement des Ukrainiens et prônant leur droit à l'émancipation. Selon lui, les prolétaires de toutes les nationalités doivent agir dans l'unité pour l'ambition universelle du socialisme, le peuple ukrainien étant donc libre de se revendiquer s'il reste sous la houlette de Moscou(12). C'est notamment ce que met en avant Poutine quand il soutient que les Ukrainiens devraient célébrer Lénine plutôt que de déboulonner ses statues(13). Mais ce dernier change finalement de ligne politique après 1917, n'étant pas favorable à l'émergence d'une nation ukrainienne complètement émancipée du régime bolchevik, le processus devant être plus modéré et progressif selon lui. En 1918, l'Ukraine vit une brève indépendance, avant que la guerre civile ne ravage le territoire jusqu'en 1920. Les deux années suivantes - 1921-22 -, une famine touche environ 25 millions de personnes au sein de l'Etat russe, et Lénine, soucieux de l'approvisionnement en blé de Moscou finançant l'industrialisation du pays, ordonne de ponctionner les récoltes par la force si nécessaire. Parmi les nombreuses victimes, des millions de Russes, Biélorusses, Caucasiens et Ukrainiens meurent de faim, allant jusqu'à la pratique du cannibalisme, dont Lénine a plus ou moins connaissance. Mais celui-ci continue d'extorquer le blé pour

les besoins de l'Etat. Les paysans ukrainiens - comme russes, biélorusses notamment - sèment alors le chaos par des grèves, pillages ou incendies, dans l'espoir d'affirmer leurs revendications. Pendant ces guerres civiles, particulièrement violentes en Ukraine et Biélorussie, de nombreux pogroms ont lieu, faisant plus de 100 000 morts juifs entre 1915 et 1921. On peut noter que les unités Cosaques ont été particulièrement actives lors de ces massacres spontanés(14). Comme anticipant les procédés nazis, ceux-ci perquisitionnent, pillent et tuent les familles juives. On imagine alors que lorsque Poutine invoque la dénazification de l'Ukraine(15), il a, entre autre, en tête que pendant cette période 78 % des pogroms eurent lieu en Ukraine occidentale, lieu de résidence majeur de la population juive à l'époque(16).

A partir de 1930, c'est la collectivisation forcée sous Staline. Dans le but d'augmenter les recettes de l'Etat, le petit père des peuples met en place les kolkhozes - exploitations agricoles collectives - et déporte plus de 1,8 million de paysans propriétaires terriens vers le Nord-est de la Russie - Grand-Nord, Sibérie, Oural -. De nombreuses émeutes ont alors lieu pour réclamer la récupération des récoltes et des outils collectivisés, ainsi que le retour des paysans déportés. Les insurrections culminent en Ukraine, ponctionnée à hauteur de 41 % par l'Etat russe, et les paysans sont en état de guerre. Le pouvoir central renforce alors son occupation et ses contrôles pour rétablir un semblant d'ordre sur les territoires réactionnaires occupés. Malgré des mesures répressives, la situation reste catastrophique pour l'Etat russe qui ne parvient pas à ponctionner la part qui lui revient. Les paysans n'ont d'autre choix que de se placer dans l'illégalité pour survivre au manque de nourriture. Face à l'échec de la collectivisation, l'administration stalinienne décide alors de punir les territoires récalcitrants en coupant les flux commerciaux avec ceux-ci et en arrêtant tous les éléments considérés perturbateurs - voleurs, saboteurs, contre-révolutionnaires... -. Les taux de collectivisation augmentent enfin, mais l'hiver 1932-33 approchant, différents rapports, soumis à Staline, l'avertissent sur l'imminence d'une famine dans les régions agricoles de l'Union soviétique. Les intérêts de l'Etat étant prioritaires pour Staline, le bilan des décès sur cette période s'élève à 6 millions, dont 4 en Ukraine ayant payé le plus lourd tribut. Cette période, tristement ancrée dans les mémoires, se verra consacrer le nom d'holodomor - « extermination par la faim » - dans l'historiographie ukrainienne. Dans le même temps, en 1933, le gouvernement bolchevik exporte 1,8 million de tonnes de blé à l'étranger pour les besoins d'industrialisation de l'Etat. Par la suite, la RSU - République socialiste d'Ukraine - subit, de nouveau, les politiques staliniennes répressives. Durant la période connue sous le nom de Grande Terreur, en 16 mois, 750 000 citoyens soviétiques sont exécutés sans qu'aucun territoire ne soit épargné. L'Ukraine semble être la région la plus rebelle à la tutelle de Moscou et, pendant les Grandes purges de 1937-38, c'est, là encore, les Ukrainiens qui sont les plus touchés par les arrestations et exécutions - 250 000 condamnés, dont 120 000 exécutés -. À la veille de la Seconde Guerre mondiale, on reproche aux Ukrai-

niens une opposition véhémente au pouvoir central et de fâcheuses revendications nationalistes.

Après cet épisode de répression, l'histoire de l'Ukraine continue d'être sanglante, devenant le théâtre de violences extrêmes au cours de la Seconde Guerre mondiale. La majorité du territoire de la RSU est sous administration civile allemande à partir de 1941, et plus de 2 millions d'Ukrainiens sont déportés, contraints de travailler pour le IIIe Reich. S'ajoute à cela les exactions punitives perpétrées par les nazis sur les villageois ukrainiens, leur reprochant d'être partisans du régime soviétique, et rallongeant ainsi la liste des victimes civiles à un total de 5 millions - dont 1 million de juifs -. Au début, l'occupation allemande est accueilli d'un bon œil par une frange nationaliste ukrainienne voyant en celle-ci une échappatoire à l'oppression de Moscou. De nombreux locaux se déplacent alors en compagnie des Einsatzgruppen pour participer activement aux pogroms, à l'image du massacre de Babi Yar en 1941, causant la mort de plus de 30 000 juifs, ou encore en Crimée où certains Tatars participent activement à l'holocauste selon les autorités soviétiques(17). Ainsi, plusieurs unités ukrainiennes sont incorporées à l'armée allemande, comme l'Organisation des Nationalistes Ukrainiens (OUN), dont la faction bandériste - du nom de son fondateur S. Bandera - prône un nationalisme ethnique radical, n'hésitant pas à massacerer de nombreux Polonais à la fin de la guerre. Finalement, après la contre-offensive soviétique et la défaite allemande, l'Ukraine est réintégrée à l'Union soviétique et 100 000 ukrainiens sont déportés en Sibérie pour « incompatibilité avec la soviétisation ». Plus tard, en 1959, Bandera est assassiné par le KGB - Comité pour la sécurité de l'Etat - et devient un martyr de la cause nationale ukrainienne, élément au cœur de son historiographie. Kiev, Sébastopol et Odessa sont néanmoins élevées au rang de « ville-héros » par l'administration soviétique pour leur effort de guerre considérable. De plus, le territoire ukrainien de l'Ouest est absorbé par l'URSS à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, si bien que les Ukrainiens se trouvent réunifiés au sein des mêmes frontières. C'est aussi après la Guerre que la société ukrainienne devient binationale. Une vague très importante de migrations russes a lieu sur le territoire auparavant multi-ethnique. Ceux-ci passent de 12 % de la population en 1939 à 16 % en 1959 - selon les chiffres de Subtenly -, et les minorités polonaises, juives et tatares disparaissent quasiment.

Vient ensuite une ère de reconstruction pour la société russe entrant dans la guerre froide. Dans ce contexte, le gouvernement de Moscou étant très occupé par sa politique extérieure, la RSU connaît un renouveau de sa culture. De nombreux exemplaires de littérature ukrainienne paraissent et sont critiqués par Moscou pour leur idéologie qualifiée de bourgeoise et nationaliste. Néanmoins, avec la mort de Staline en 1953 et la déstalinisation lancée par un Nikita Khrouchtchev ayant davantage de lien avec les ukrainiens - a supervisé sa reconstruction économique, l'intégration de l'Ukraine de

L'Ouest... -, l'émancipation de ceux-ci s'avère plus aisée. Ainsi, l'influence politique de l'Intelligentsia ukrainienne augmente remarquablement de par ses liens avec la tête du gouvernement, en témoigne le rattachement de la Crimée à la RSU en 1954 pour le 300e anniversaire du traité de Pereïaslav. L'économie de l'URSS doit donc être relancée, et Khrouchtchev mise en partie sur le territoire ukrainien, en décentralisant la direction économique de Moscou en différents corps régionaux, attribuant à Kiev la supervision de 97 % des entreprises de la RSU en 1957 - contre 34 % en 1953 -. La réforme est concluante, si bien qu'une crainte d'émancipation économique de la RSU émerge dans les sphères politiques russes, à la vue d'une montée de 230 % du salaire moyen du paysan ukrainien entre 1951 et 1958. La mise en place de mesures anti-nationalistes est donc supportée par Khrouchtchev qui fait paraître de nombreux livres en ukrainien, via ses contacts au sein de l'Intelligentsia, pour décrédibiliser l'élan nationaliste. Ces mesures peu concluantes nous mènent à 1964 quand l'académie ukrainienne des Sciences, avec son lot d'archives et de documents relatifs à l'histoire et la culture ukrainienne est brûlée par un russophile. Cela marque la fin du mandat de Khrouchtchev, constraint de quitter le pouvoir par manque de support la même année. C'est Brejnev qui lui succède, et sous sa gouvernance stable et consensuelle, l'Ukraine voit encore grandir ses revendications nationalistes. En effet, au Kremlin, les deux leaders communistes affiliés à l'Ukraine de cette époque encouragent le développement économique de la RSU. Une dissidence ukrainienne émerge en parallèle. Revendiquant principalement des droits nationaux et la fin de la russification, celle-ci est réprimée par le pouvoir central, et répond en publiant des journaux pour informer le monde entier de sa situation. En 1975, le KGB réprime encore davantage l'opposition nationaliste et 37 000 membres du Parti communiste en périssent. Ce rejet pour l'implantation de la culture, de la langue russe sur leur territoire, et pour le statut de République Soviétique sous tutelle de Moscou va encore croître jusqu'à la chute de l'URSS, en 1991.

L'Ukraine, entité politique nouvellement indépendante : aboutissement d'une identité nationale fragile et difficultés d'émancipation

En 1985, la Russie est en décrochage économique dans sa lutte systémique avec les Etats-Unis. Le pays ne parvient pas à se réformer, et mise sur son nouveau leader : Gorbatchev. L'initiateur de la Pérestroïka arrive au pouvoir avec une vision nouvelle. Cet internationaliste introduit la définition d'intérêt national, qu'il caractérise à l'époque, dans le cas de son pays, comme un gain en sécurité et en niveau de vie. Il lutte alors contre l'impérialisme et soutient des valeurs démocratiques qui permettraient à l'URSS de coexister avec l'économie occidentale, sans délaisser ses propres valeurs socialistes. Incarné par ce que l'on appelle communément le *New Thinking*, il encourage la libre émancipation des Républiques soviétiques et des pays d'Europe de l'Est, dans l'optique

d'assurer la stabilité de ses voisins, et in fine, la sécurité de son pays(18). Pour l'aider à réformer et à intégrer l'Union soviétique au sein de la sphère internationale, Gorbatchev dépend d'une aide économique indispensable de la part des pays occidentaux. Or, l'Ouest est méfiant, peureux de voir un nouveau conservatisme s'établir dans ce pays à très fort potentiel, et rechigne à investir massivement. Gorbatchev échoue donc, et est contraint de quitter le pouvoir en 1991, quand l'URSS implose sous un poids économique trop conséquent. Les anciennes républiques socialistes soviétiques obtiennent tour à tour leur indépendance, et celle de l'Ukraine est entérinée le 24 août 1991 par référendum - 92,3 % de votes favorables -. L'Ukraine est alors, officiellement, un Etat réunifié, indépendant et souverain. Les débuts ne sont pas aisés pour la nouvelle entité ukrainienne gouvernée par son premier président :Kravtchouk. Le pays fait face à de multiples crises. Comme le montre Goujon, après la défaite affichée du socialisme, incarnée par la chute de l'Union soviétique, la transition complexe vers l'économie de marché se fait extrêmement rapidement et de manière peu transparente, douze mille entreprises étant privatisées en 2 ans. Une économie souterraine se développe alors, échappant à un régime fiscal encore peu développé. Le déclassement social de certaines régions d'Ukraine - notamment à l'Est - dû à la séparation avec l'Union soviétique, permet à de nombreux oligarques de s'enrichir, en rachetant à très bas prix les anciennes installations industrielles du pays. Le PIB chute d'environ 40 % dans les années 1990, avant de remonter au début des années 2000(19). La première Constitution est adoptée en 1996, pourvoyant le pays d'un régime semi-présidentiel inauguré par Koutchma, ayant acquis le pouvoir deux ans auparavant.

Koutchma est membre du clan oligarchique de Dniepropetrovsk. Pendant ses deux mandats successifs, celui-ci instaure une administration toute puissance par le biais d'un système de patronage décomplexé et de privatisations opaques(20). De plus, il est accusé d'avoir commandité l'assassinat du journaliste G. Gongadze en 2000 ayant suscité d'importantes manifestations portées par le slogan « une Ukraine sans Koutchma » l'année suivante. Le président sortant n'est donc pas populaire à la veille des élections présidentielles de 2004, et Ianoukovitch, ancien Premier ministre de Koutchma et membre du clan d'oligarques de Donetsk, s'impose en successeur pressenti. Face à lui, un autre ancien Premier ministre se présente également : Iouchtchenko. Le leader de l'opposition, réputé pour son réformisme après ses mandats de Premier ministre - 1999-2001 - et de directeur de la Banque Nationale - 1993-1999 -, est capable de mobiliser une frange importante de la population derrière sa coalition : Notre Ukraine. Ayant déjà remporté une majorité parlementaire relative lors des élections législatives de 2002 avec 24 % des sièges de la Rada - Parlement ukrainien -, il est soutenu par certaines personnalités influentes des domaines politique et/ou économique écartées des positions de pouvoir par Koutchma. Parmi elles, l'oligarque controversée Timochenko, ancienne vice-Première ministre pour l'énergie, poursuivie et

condamnée pour malversation en 1995 lorsqu'elle dirigeait une compagnie de gaz ukrainienne. Elle s'oppose radicalement à Koutchma et aux oligarques du pays, tout comme Porochenko, propriétaire de la chaîne TV Kanal 5, qui promeut la campagne sur le petit écran.

Iouchtchenko est annoncé vainqueur face à Ianoukovitch par tous les sondages. Koutchma et son administration font alors tout pour éviter de perdre leur influence sur le gouvernement, allant jusqu'à proposer une réforme constitutionnelle affaiblissant les pouvoirs du président, dans le but de conserver une marge de manœuvre en cas de défaite de Ianoukovitch aux élections(21). Cette réforme constitutionnelle est bloquée par la Rada, et quelques soupçons émergent quant à l'implication de Koutchma dans un empoisonnement que subit Iouchtchenko, ayant failli lui faire perdre la vie quelques mois avant les élections. C'est donc en pleine tension qu'ont lieu les présidentielles. Le Kremlin, favorable à Ianoukovitch, octroie certaines faveurs économiques et politiques à son gouvernement(22), quand les Occidentaux soutiennent l'opposition de Iouchtchenko, en finançant des campagnes de presse internationales et en faisant part de leur aptitude à resserrer leurs liens avec l'Ukraine(23). Le jour du second tour, Iouchtchenko est dans un premier temps, sans grande surprise, annoncé vainqueur des élections. Mais le lendemain, après dépouillement de l'ensemble des bulletins, c'est finalement Ianoukovitch qui remporte la présidence. Un vaste mouvement contestataire se met alors en place pour protester contre une fraude apparente des élections, avec au centre de celui-ci : Timochenko et la Pora - mouvement étudiant -. L'OSCE - l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe -, ainsi que d'autres observateurs, qualifient alors le processus électoral de profondément inéquitable.

L'« appel à la rue » de Iouchtchenko est retransmis sur Kanal 5 et une part importante de la population y participe. En effet, au lendemain du second tour, le nombre de mobilisés s'élève alors à 50 000 dans la seule ville de Lviv par exemple. Le parti oligarchique ayant des difficultés à s'appuyer sur une base militante, des mobilisations en faveur de Ianoukovitch sont également visibles dans l'Est du pays notamment, mais d'une ampleur bien moindre. Le 27 novembre 2004, le pic des mobilisations à Kiev s'élève alors à 500 000 manifestants, et le 3 décembre, la CourConstitutionnelle prononce l'annulation et le report du second tour des élections. Pendant ces événements, face à des mobilisations pacifistes, le pouvoir en place renonce à l'utilisation de la force pour réprimer, soucieux de son image à l'internationale. C'est donc, aux désarrois du Kremlin et des clans oligarchiques, Iouchtchenko qui remporte finalement les élections avec 52 % des suffrages, affichant l'ambition de rejoindre l'Union européenne, ainsi que de réformer le pays(24). La « Révolution orange » - couleur portée par l'opposition pendant la campagne - a donc eu lieu. Le terme « Révolution » s'applique davantage à la rupture avec l'ère post-soviétique qu'à un changement structurel profond. En effet, il n'y a pas de révolution à proprement parler,

mais les événements de 2004 marquent la première expérience militante de cette jeune nation ukrainienne, et donc la première expression pure de sa volonté citoyenne. Certains observateurs occidentaux parlent de « Révolution culturelle » en ce que l'Ukraine fait connaître son ambition de se rapprocher de l'Ouest et de modifier ses structures administratives pour la première fois, devenant ainsi, acteur des relations internationales(25).

La présidence de Iouchtchenko est plus ou moins chaotique, à cause d'une division importante de ses soutiens. L'opposition est scindée entre ses aspirations et celles de Timochenko - 34,37 % contre 30,71 % au Parlement - qui, après avoir occupé quelque temps le poste de Première ministre, se présente aux élections suivantes(26). La crise de 2008 n'arrange rien, et la croissance ukrainienne ainsi que la valeur de sa monnaie chutent de manière impressionnante. Par conséquent, en 2010, les élections consacrent la victoire de Ianoukovitch contre Timochenko cette fois-ci. En 2011, Poutine propose de créer une nouvelle Union eurasiatique, pour amplifier le commerce, la modernisation et les conditions économiques de l'ancien espace soviétique. Le Kremlin s'engage alors à prodiguer à Kiev une aide de 15 milliards de Dollars, ainsi qu'une réduction majeure sur le prix de l'énergie - l'Ukraine en étant assez dépendante de par des secteurs économiques gourmands -. L'objectif du Kremlin est de paraître plus attractif que l'Union européenne pour obtenir la participation essentielle de l'Ukraine à ce nouveau projet économique, afin de conserver des liens avec le pays.

En novembre 2013, des manifestations commencent à avoir lieu sur la place de Maïdan, à Kiev. L'un des éléments déclencheurs de ces mobilisations est, justement, le non-respect de l'engagement pris par le nouveau président, à savoir : signer l'accord d'association de l'Ukraine avec l'Union européenne. Le vote de certaines lois restreignant la liberté de manifestation suscite également les protestations de la société civile. Ajouté au retour d'un pouvoir relativement fort et opaque, les Ukrainiens interprètent ces événements comme un recul démocratique. Les mouvements de protestation prennent alors de plus en plus d'ampleur au cours de l'hiver 2013-2014, si bien qu'en janvier, l'occupation continue de la place de Maïdan se transforme en un mouvement insurrectionnel qui revendique la démission du gouvernement de Ianoukovitch. Les manifestants se dirigent vers le Parlement où une confrontation a lieu avec les forces de police, causant la mort de trois mobilisés et radicalisant, un peu plus encore, le mouvement protestataire. Les médias russes et Ianoukovitch accusent alors l'Occident d'ingérence en Ukraine, de promotion et de financement des mobilisations par le biais d'organisations non-gouvernementales. On peut difficilement donner tort à l'administration russe au regard du versement de cinq milliards de dollars à l'opposition ukrainienne prononcé par Victoria Nuland - secrétaire d'Etat assistante pour les questions eurasiennes -, ainsi qu'à son chantage envers les oligarques russes pour imposer l'abdication du gouvernement de Ianoukovitch(27). En février, ce même gouv-

ernement lance une opération « anti- terroriste » contre les manifestants, causant la mort de 95d'entre eux et de 19 policiers. C'en est trop pour la communauté internationale qui, deux jours plus tard, avec le concours des ministres des affaires étrangères allemand et polonais assurant la médiation, s'ingère dans le processus électoral, et s'accorde sur l'organisation d'élections présidentielles anticipées pour attester ou non de la popularité du leader en exercice : Ianoukovitch. Sa destitution est alors votée à 73 % et le président déchu s'exile en Russie avec certains de ses partisans.

Suite au changement de pouvoir, le Parlement ukrainien vote, entre autres, une loi qui ne sera finalement pas promulguée, donnant au russe le statut de langue régionale. Vladimir Poutine y voit le début d'une discrimination des russophones et stipule que le devoir de la Russie est de les protéger(28). S'en suit l'émergence de revendications sécessionnistes dans les régions de l'Est et du Sud de l'Ukraine, largement favorables à Ianoukovitch et hostiles à la nouvelle ligne politique de Kiev. C'est le cas de Donetsk, Luhansk, Nikolaev, Kharkiv et Odessa, dont les séparatistes sont assistés par le Kremlin, en partie sous couvert d'assistance aux russophones. Les républiques de Donetsk et Luhansk proclament ainsi leur indépendance,suite à un référendum, le 11 mai 2014. De plus, la Russie rattache la Crimée - gouvernée par le Parti des Régions de Ianoukovitch -, également après référendum, le 18 mars 2014. Ce dernier enregistre 96,8 % de votes favorables, et ce résultat écrasant suscite débat après que l'Assemblée Générale des Nations-Unies l'a qualifié de « non-valide »,neuf jours plus tard - le rattachement n'en restera pas moins non-contesté -. En guise de représailles, l'Ukraine voit également de nombreuses troupes russes se masser à la frontière du pays, et le coût du gaz augmenter drastiquement. Porochenko, président élu à l'issue des élections de mai 2014, de son côté, signe l'accord d'association avec l'Union européenne et s'oriente vers une relation plus profonde avec l'Occident. De nombreuses tentatives de cessez-le-feu sont discutées lors de pourparlers multilatéraux, aboutissant aux accords de Minsk I, puis de Minsk II, sans réels effets sur les conflits intenses et meurtriers qui font rage à la frontière ukrainienne. En effet, l'Occident, médiateur du conflit, fait pression sur le gouvernement ukrainien pour qu'il signe les engagements de ce Protocole de Minsk sensé mettre fin au conflit. Or, malgré la signature des deux belligérants, les conflits s'atténuent mais ne cessent pas. En plus de l'absence d'un caractère coercitif, les dispositions de l'Accord sont trop vagues et générales et ne traitent pas les raisons profondes du conflit. Les accords surviennent dans des conditions sociales et humanitaires peu propices, et sont soumis à l'approbation des dirigeants des Républiques séparatistes autoproclamées, insinuant les débuts d'une reconnaissance internationales. Les deux parties se rejettent la faute mutuellement. Entre autres, la Russie ne respecte pas la ligne de contact tracée dans la région du Donbass et pénètre un peu plus au sein du territoire, quand dans le même temps, le gouvernement ukrainien n'applique pas les dispositions de réintégration sociale et économique de la

République séparatiste(29). L'Occident, par son ingérence et son soutien à l'Ukraine, écarte la volonté de la Russie d'en faire une entité neutre, ce qui pousse le Kremlin à soulever des enjeux sécuritaires pour expliquer l'opération militaire qui s'en suit. Pour tenter d'y pallier, de nombreuses sanctions occidentales, peu efficaces, sont alors appliquées à la Russie, et les perspectives d'adhésion de l'Ukraine à l'UE - Union européenne - et à l'OTAN - Organisation du traité de l'Atlantique Nord - sont encouragées par certains.

Les conséquences de l'Euromaïdan en Ukraine sont multiples. Premièrement, le sentiment national ukrainien et la solidarité citoyenne qui en découle, se trouvent considérablement renforcés dans la majeure partie du pays. Ce nationalisme est également quelque peu modifié, auparavant basé sur des critères ethniques principalement - langue, origines... -, il s'ancre par la suite davantage sur des critères civiques - appartenance à la nation, patriotisme, citoyenneté... - plus proches des conceptions occidentales. Mais en parallèle, la naissance de divisions importantes dans les régions sécessionnistes, et l'assistance de l'Etat russe aux séparatistes augmente le ressentiment que la majorité des citoyens ukrainiens du « Centre-Ouest » peuvent porter pour le Kremlin(30).Deuxièmement, la classe politique ukrainienne doit dorénavant prendre en compte les revendications populaires, de peur de voir des contestations de grande ampleur se produire. Troisièmement, en conséquence, les Ukrainiens du « Centre-Ouest » s'identifient davantage à l'Occident et ses valeurs qu'à l'ancien espace soviétique, et font tout pour s'intégrer le plus rapidement possible au sein de ses institutions(31).

À partir du 24 février 2022, depuis les débuts de l' « opération spéciale » russe, la guerre est, à proprement parler, inter-étatique. Auparavant, la Russie se contente de soutenir militairement et financièrement les régions sécessionnistes, confortées seulement par quelques régiments du groupe paramilitaire Wagner - officiellement non-rattaché au Kremlin -. Mais depuis 2022, le conflit est ouvert et les troupes russes sont envoyées en masse pour combattre l'armée régulière ukrainienne. Inférieure en nombre et en capacités militaires, l'Ukraine de Zelensky - élu en 2019 - compte sur l'aide occidentale et notamment américaine pour faire face à cette situation. De son côté, l'Occident ne veut pas contrarier le Kremlin en lui déclarant la guerre, et ne peut donc pas envoyer de soldats directement sur zone. Des enveloppes successives d'un montant total supérieur à 150 milliards de dollars ont été envoyées en Ukraine depuis le début du conflit. Malgré cela, la situation se dégrade pour ce pays qui ne dispose pas des mêmes moyens que son ennemi russe. En effet, « nous sommes passés d'une action offensive à une opération défensive » affirme le chef des forces armées ukrainiennes, face à un manque de munitions important et aux moyens employés par les Russes pour consolider les frontières des territoires conquis(32).

Conclusion

Les revendications russes s'inscrivent donc dans une histoire tourmentée. D'un côté, le récit du passé ukrainien, bien que fragile, pousse la population à revendiquer une identité nationale distincte de celle évoquée par le gouvernement russe. De l'autre côté, la Russie humiliée de par l'histoire récente, ne souhaite pas plier face à l'Occident qu'elle tient responsable de la perte de sa puissance passée(33). C'est pourquoi, face aux ambitions occidentalistes d'une Ukraine historiquement sous influence soviétique, le Kremlin se doit de réagir s'il ne veut pas voir l'OTAN ou l'UE se développer davantage à ses frontières. De plus, les avantages économiques que la Russie tire de son partenariat avec l'Ukraine ne sont pas négligeables, et face à la fragilité de l'économie russe, ces bénéfices semblent indissociables de son ambition de puissance(3). C'est pourquoi, ce levier historiographique est utile à Poutine qui constate la fragilité et la jeunesse de l'identité nationale ukrainienne. Mais ce discours n'est que l'expression du paradigme historique russe pour légitimer ces revendications, les intérêts réels du pays étant plus difficiles à saisir.

On peut alors avancer, à l'image de Mearsheimer, que la Russie attaque l'Ukraine préventivement pour des raisons de sécurité. En effet, comme le théorisait Mackinder, le Heartland du continent eurasien serait le tremplin essentiel à la domination de l' « île Monde » que constituent les continents européens et asiatiques réunis(34). La Russie, entre la Chine à l'Est et l'OTAN à l'Ouest, pourrait donc voir ses intérêts sécuritaires menacés par ces deux puissances en expansion, qui pourraient revendiquer le contrôle du Heartland dans le futur. L'attaque de l'Ukraine serait alors le moyen de bloquer toute adhésion du pays à l'OTAN, les Etats-Unis ne souhaitant pas entrer en confrontation directe avec la Russie(35). On pourrait également penser que le Kremlin redoute de voir une démocratie libérale se développer au sein d'une ancienne république soviétique. A court terme, cela pourrait menacer l'intégrité du régime si des revendications populaires, inspirées par l'exemple ukrainien, se développaient en Russie. Certains appuient également sur le caractère civilisationniste de l'administration russe, comme McFaul par exemple - ancien ambassadeur américain en Russie -. Celle-ci serait issue, et nostalgique, de la grande et glorieuse URSS. Elle favoriserait alors l'expansionnisme, dans le but d'ouvrir une voie alternative à l'hégémonie du système américain.

De ces opinions divergentes et incomplètes, découlent deux propositions récurrentes pour mettre fin au conflit actuel. D'un point de vue plus libéral, certains prônent l'intégration rapide de l'Ukraine à toutes les institutions occidentales. Cela finirait par faire plier la Russie et l'empêcherait de menacer un autre pays d'Europe de l'Est - comme les pays baltes par exemple -. Ce postulat implique l'entrée en guerre des Etats-Unis et donc le risque d'un conflit nucléaire, la doctrine militaire russe étant claire quant au recours à des bombes nucléaires tactiques si nécessaire. À l'inverse, le courant réaliste favorise la mise en place d'une Ukraine comme Etat tampon dans le but

de mettre fin au conflit, en recherchant le statu quo. Pour l'Occident, l'inconvénient de cette proposition - outre la non-considération des volontés populaires ukrainiennes -, est que cela reviendrait à conditionner l'élargissement de l'OTAN au bon vouloir de la Russie. Cela équivaudrait à plier face à la volonté du Kremlin dont on ne connaît pas les ambitions futures.

Face à de tels auspices, le conflit ne semble donc pas près de se terminer, et l'année 2024 peut s'avérer potentiellement décisive pour l'Ukraine. En effet, D. Trump, candidat Républicain pour les présidentielles américaines de 2024, est mitigé quant au soutien américain à l'Ukraine, et a menacé de sortir de l'OTAN s'il était réélu(36). Déjà en relative perdition, faisant face à dix contre un, l'armée ukrainienne pourrait faillir si les aides militaires, financières et humanitaires n'affluent plus depuis les Etats-Unis. L'Europe, plus que jamais, aurait alors son rôle à jouer dans ce conflit mettant à l'épreuve ses institutions de manière inédite.

par Titouan Guilbaud

Références

- (1) Brzezinski, Z. (1997). *The Grand Chessboard*.
- (2) Goujon, A. (2023). L'Ukraine, de l'indépendance à la guerre.
- (3) Ibid.
- (4) Tsygankov, A. (2006). Russia's foreign policy.
- (5) LeMonde (2022, 24 Février). « Le bilan de Poutine à la tête de la Russie est une longue descente aux enfers d'un pays dont il a fait un agresseur ».
- (6) French, R.-A., & Richard, Y. (2017). Kiev.
- (7) Arrignon, J.-P. (2001). L'inhumation des princes et des saints de la « Rus' » de Kiev.
- (8) Poutine, V. (2014, 18 Mars)
- (9) Deschanets, M. (2014). Cosaques: Un mythe pour unir l'Ukraine ?
- (10) Motte, M. (2022). Chronique d'un grand isthme.
- (11) Sarmant, T. (2020). Cosaques et rebelles.
- (12) Colas, D. (2023). Poutine et les statues de Lénine.
- (13) Poutine, V. (2022, 21 Février).
- (14) Werth, N. (2019). Le cimetière de l'espérance.
- (15) Poutine, V. (2023, 21 février).
- (16) Ibid.
- (17) Czerny, B. (2016). *The Holocaust in the Crimea and the North Caucasus*.
- (18) Tsygankov, A. (2006). Russia's foreign policy.
- (19) Dubien, A., & Duchene, G. (2005). Ukraine 2004.
- (20) Avioutskii, V. (2011). La Révolution Orange en tant que phénomène géopolitique.
- (21) Ibid.
- (22) Sherr, J. (2005). Révolution orange : un défi pour l'Ukraine, la Russie et l'Europe.
- (23) Goujon, A. (2005). La Révolution orange en Ukraine.
- (24) Dubien, A., & Duchene, G. (2005). Ukraine 2004.
- (25) Gille-Belova, O. (2008). L'usage de la référence révolutionnaire : les interprétations de la « Révolution orange » en Ukraine.
- (26) Karasev, V. (2012). L'imbroglio ukrainien : l'introuvable majorité parlementaire.
- (27) LeMonde, (06 février 2024). La Russie accuse les Etats-Unis de « miser sur un coup d'Etat » en Ukraine.

- (28) Poutine, V. (2023, February 21).
- (29) Powirska, L. (2022). Through the Ashes of the Minsk Agreements.
- (30) Kulyk, V. (2016). National Identity in Ukraine: Impact of Euromaidan and the War.
- (31) Ibid.
- (32) LeMonde, (2024, 13 Février). Guerre en Ukraine, Kiev constraint de revoir ses ambitions militaires à la baisse.
- (33) Stent, A. (2007). Reluctant Europeans: Three Centuries of Russian Ambivalence towards the West.
- (34) Bassin, M. (2006). Mackinder and the Heartland Theory in Post-Soviet Geopolitical Discourse.
- (35) Brzezinski, Z. (1997). The Grand Chessboard.
- (36) LeMonde, (2024, 11 Février). Donald Trump affirme qu'il « encouragerait » la Russie à attaquer les pays de l'OTANmauvais payeurs ; Joe Biden dénonce des propos « affligeants et dangereux ».

La mer Noire et la mer d'Azov : des espaces stratégiques évolutifs entre 1991 et 2024.

L'affrontement militaire entre deux entités étatiques renforce chez les dirigeants politiques et leurs populations l'idée que certains espaces deviennent hautement stratégiques, d'autant plus lorsqu'il s'agit de régions frontalières. Dans le cadre de la conflictualité militaire, ces territoires passent d'un statut de zone stratégique « en puissance » à celui de zone stratégique « en actes ». Lorsqu'un conflit éclate, il est souvent oublié de mettre en avant l'idée que ces espaces ont toujours été stratégiques, même avant la guerre. De plus, leur nature est souvent analysée sous le prisme d'une confrontation entre les deux entités directement concernées par le conflit. Pour autant, ces aires territoriales doivent être étudiées en prenant en compte des éléments et des acteurs extérieurs, qui voient tout de même leurs propres enjeux stratégiques se modifier sur ces espaces et alimentent également la modification des enjeux du côté des belligérants. Ceci est en partie dû au fait d'une division spatiale en plusieurs couches qui peuvent être parfois définies comme étant internationales : zone terrestre, maritime, aérienne et extra atmosphérique. Cette considération semble pouvoir s'appliquer aux cas de la mer Noire et de la mer d'Azov dans le contexte du conflit russo-ukrainien.

Le caractère stratégique de ces espaces pour la Fédération de Russie et l'Ukraine n'est pas apparu subitement lors du conflit ayant débuté en février 2022. Il a seulement changé de forme, de valeur et d'intensité avant le conflit et au fur et à mesure de celui-ci, en partie via une médiatisation croissante des événements qui ont lieu dans ces espaces maritimes et côtiers. En réalité, on pourrait considérer que les enjeux stratégiques de ces zones qui opposent les deux pays belligérants sont surtout visibles

depuis l'indépendance ukrainienne, soit depuis 1991. Après une analyse de la situation relationnelle entre la Fédération de Russie et l'Ukraine vis-à-vis de leur perception ou leur positionnement quant à la mer Noire et la mer d'Azov, il est intéressant de voir que le caractère stratégique de ces espaces (pour parler plus spécifiquement de la perception de ce caractère par les Etats et populations) diffère et évolue en fonction des relations russo-ukrainiennes sur les axes politiques, économiques et culturels.

Selon Thierry Burkhard, Chef d'Etat-Major des Armées (CEMA) en France, la dégradation du contexte international s'est intensifiée pendant notre dernière décennie. Le point de bascule le plus conséquent est celui du conflit russo-ukrainien depuis 2022(1). Il évoque l'existence d'une grille de lecture stratégique désormais absolument nécessaire à intégrer pour comprendre les relations internationales, la géopolitique et les événements conflictuels. Cette grille est présentée par le CEMA en trois points : la compétition, la contestation et l'affrontement(2).

La compétition est définie comme le mode de relation « normale » entre les Etats. Elle est présente dans tous les domaines de l'activité humaine en passant par la diplomatie, les normes, l'économie et la culture. Elle se trouve aussi bien dans tous les domaines liés à la conflictualité, comme c'est le cas par exemple pour le champ informationnel. D'après Thierry Burkhard, la compétition est une forme de « guerre avant la guerre ». La contestation s'exprime dès lors qu'un acteur décide de transgresser les règles communément admises pour obtenir un avantage. Dans ce cas-là, c'est « la guerre, juste avant la guerre ». Enfin, l'affrontement porte bien son nom : c'est le déclenchement de la guerre et sa continuité. Cette grille de lecture semble s'appliquer pour la situation en mer Noire et en mer d'Azov. Il est par conséquent intéressant de décortiquer les enjeux stratégiques de ces espaces sous trois prismes chronologiques et thématiques, accompagnés d'analyses spatiales et inter-scalaires différentes. Pour bien comprendre les enjeux stratégiques qui façonnent la mer Noire et la mer d'Azov aujourd'hui, il est fondamental de revenir sur la perception de ces enjeux avant le conflit ayant débuté en février 2022.

Il est important de noter que la première phase qui permet de caractériser les enjeux stratégiques perçus et effectifs de la mer Noire et de la mer d'Azov s'étend **entre 1991 et 2014**, où les relations russo-ukrainiennes étaient surtout marquées par une forte compétition vis-à-vis de l'utilisation de ces espaces. À partir de 2014 et jusqu'en 2022, ces zones maritimes sont prises dans l'étau d'une relation russo-ukrainienne menant à leur contestation territoriale. Enfin, à partir de 2022, la mer Noire et la mer d'Azov ne sont plus seulement des espaces de compétition ou de contestation, mais bel et bien des espaces d'affrontement où leur contrôle exclusif est devenu une nécessité absolue pour la Fédération de Russie et l'Ukraine. Autour de toutes ces

temporalités et de ces contextes, gravitent d'autres puissances et d'autres acteurs étatiques ou non étatiques qui ont eux aussi leur place et leur rôle à jouer dans la définition de la mer Noire et de la mer d'Azov comme espaces stratégiques évolutifs.

La mer Noire et la mer d'Azov : deux espaces distincts mais fortement liés et inscrits dans une logique de compétition entre la Fédération de Russie et l'Ukraine (1991-2014).

Après la déclaration d'indépendance, le nouveau gouvernement ukrainien fait face à des enjeux de taille : construction de l'identité nationale, protection des frontières, souveraineté et indépendance dans certains domaines, relations avec l'ex-République socialiste fédérative soviétique de Russie (RSFSR), héritage et partage des biens de l'ex-Union des républiques socialistes soviétiques (URSS). **Dans une double construction de l'identité nationale, pour l'Ukraine mais aussi la Fédération de Russie, des points de tensions émergent en partie vis-à-vis de la Crimée, de la flotte navale à Sébastopol ou encore de la mer Noire et de la mer d'Azov(3).** En effet, les deux Etats se confrontent depuis 1991 vis-à-vis du statut souverain de ces espaces.

Les espaces maritimes frontaliers russo-ukrainiens : des zones stratégiques marquées par des esprits compétitifs.

Le gouvernement russe souhaite avoir une mainmise sur la mer Noire et la mer d'Azov dans le but de déployer son influence à l'échelle régionale et internationale. Son objectif est de retrouver l'assise territoriale d'autan pour faciliter les accès aux routes commerciales (permettant d'atteindre par exemple la mer Méditerranée), et aux ressources dont les mers recèlent.

En effet, elles sont constituées d'une grande richesse halieutique, mais aussi de ressources en gaz, en minéraux et en hydrocarbures. De 1991 à 2014, l'Ukraine parvient assez facilement à capter ces ressources, ce qui lui permet d'assurer une certaine souveraineté économique, commerciale et énergétique et de facto une indépendance relative vis-à-vis de la Fédération de Russie. **Ce souhait de contrôle territorial de la part du gouvernement russe s'inscrit dans une volonté large de remettre en place ce que l'on nomme le « Système des cinq mers »(4),** qui permet de relier entre elles la mer Caspienne, la mer Noire, la mer Baltique, la mer Blanche et la mer d'Azov. En réalité, à partir des années 2000, Vladimir Poutine se fonde en grande partie sur les objectifs des anciens dirigeants tsaristes comme Pierre le Grand. Cette idée est validée par l'affirmation suivante : « *Sous Pierre le Grand, la Russie a cherché à*

étendre sa domination vers les mers du Sud, dont la mer Noire. C'est devenu une quête géopolitique perpétuelle »(5).

Pendant cette période, quelques tensions et dissensions ont eu lieu et ont illustré le caractère de plus en plus stratégique de la mer d'Azov et de la mer Noire. À titre d'exemple, le 5 avril 1992, le président ukrainien revendique l'appartenance de la totalité de la flotte de la mer Noire entraînant ainsi une forte opposition de la part de la Fédération de Russie. En effet, sous l'URSS, la flotte de la mer Noire fait partie intégrante de l'Armée Rouge (qui compose l'ensemble de l'armée de l'URSS). Cependant, en 1954, Gorbatchev fait céder la Crimée à l'Ukraine dans un contexte où les frontières de l'URSS sont encore tenaces. En 1991, c'est avec la chute de l'URSS que les frontières se délitent. Par conséquent, dès 1991, la flotte de la mer Noire étant intégrée aux frontières criméennes, elle est disputée entre l'Ukraine et la Fédération de Russie. La Crimée devient une république autonome le 12 février 1991 et Sébastopol acquiert un statut spécial(6). La flotte navale est en effet hautement symbolique et stratégique pour les deux nouvelles souverainetés.

En 2005, les forces armées ukrainiennes décident d'interrompre un exercice effectué par l'armée russe en précisant que ce dernier n'avait pas été notifié à l'Ukraine. Ces exemples qui concernent des initiatives ukrainiennes, ne doivent pas faire oublier qu'il existe aussi des actions similaires portées et initiées par la Fédération de Russie entre 1991 et 2014. Mais toutes ces actions n'ont pour autant jamais entraîné d'affrontement armé. Elles ont cependant toutes été condamnées verbalement ou par écrit par les deux parties prenantes. La compétition relative à ces territoires stratégiques, alimentée par les deux gouvernements mais tout de même accompagnée de la volonté de ne pas transformer les désaccords en conflits, peut-être évaluée et représentée via l'étude non exhaustive d'une pluralité d'accords bipartites entre l'Ukraine et la Fédération de Russie.

Grâce au droit international et son respect relatif par les deux Etats, la compétition n'a jamais atteint le stade de contestation ou d'affrontement, du moins jusqu'en 2014, année à laquelle la Fédération de Russie décide de ne plus respecter toute ou partie des accords internationaux (accords de Yalta, accords du 1997, accord de 2003...). À partir de ce moment-là, la communauté internationale est témoin du passage d'une stratégie d'influence russe en Ukraine à celle d'une stratégie d'intervention directe de l'armée russe sur le territoire ukrainien.

Le droit international comme vecteur de stabilité en mer Noire et mer d'Azov.

Tandis que la Crimée et Sébastopol sont de plus en plus marqués par la compétition au risque d'atteindre un stade de contestation territoriale effective et durable entre 1991 et 2014, les présidents ukrainiens et russes parviennent à trouver des accords et compromis.

Dès août 1992, c'est la signature des accords de Yalta, qui permettent de placer la Flotte de la mer Noire sous commandement conjoint. En 1994, un accord de principe est signé et concerne le partage de la flotte ainsi que la location de Sébastopol par la Fédération de Russie. En 1997, est signé le Traité d'amitié, de coopération et de partenariat entre la Fédération de Russie et l'Ukraine, dont la ratification sera réalisée par la Fédération de Russie le 17 février 1999(7). Cet accord affirme la reconnaissance de la souveraineté nationale et du tracé établi des frontières. C'est en partie via ce traité que le gouvernement russe reconnaît officiellement la souveraineté de l'Ukraine sur Sébastopol, ville côtière symbolique et stratégique pour les deux pays.

À ce traité s'ajoutent en particulier trois autres accords signés le 28 mai 1997, à propos de la présence et du partage de la flotte de la mer Noire à Sébastopol, qui entérinent et renforcent largement l'accord de principe de 1994(8). **Ces derniers sont globalement à l'avantage de la Fédération de Russie, qui a réussi à tirer profit de son influence et à jouer sur la dépendance gazière de l'Ukraine pour formuler un compromis** : la flotte de la mer Noire est partagée en deux de manière équitable en laissant le droit à la Fédération de Russie de racheter une partie de la flotte dédiée à l'Ukraine et de louer les installations de Sébastopol et de Saki jusqu'en 2017. Le gouvernement russe achète alors une partie de la flotte ukrainienne, lui laissant en réalité les bâtiments et les navires les plus vétustes. En échange de quoi, la Fédération de Russie réduit drastiquement la dette énergétique ukrainienne vis-à-vis du gaz et réaffirme la souveraineté de l'Ukraine sur Sébastopol ainsi que sur la Crimée.

Dès les années 2000, ces accords sont progressivement remis en cause par Vladimir Poutine, qui devient de plus en plus critique face aux décisions politiques prises par Gorbatchev et Eltsine lorsqu'ils dirigeaient respectivement l'URSS et la nouvelle Fédération de Russie. Pour autant, en plus de tous ces accords, un nouvel accord, axé sur le partage de la mer d'Azov, est signé le 23 décembre 2003 sous Vladimir Poutine. Les eaux de la mer d'Azov sont finalement considérées comme les eaux territoriales des deux pays, dans lesquelles la libre circulation des bateaux commerciaux et militaires doit être de mise. Enfin, après l'élection de Viktor Ianoukovitch en Ukraine, les accords de Kharkov sont ratifiés le 27 avril 2010 par les deux parlements et permettent de prolonger la durée de location de la base navale par la Fédération de Russie jusqu'en 2042(9).

La signature d'accords bipartites entre l'Ukraine et la Fédération de Russie a globalement été possible jusqu'en 2014. À partir de cette date, Vladimir Poutine juge que l'influence russe en Ukraine n'est pas suffisante pour conserver ses intérêts dans ce pays. En effet, c'est particulièrement à partir des révoltes Maïdan et Euromaïdan, que l'opposition ukrainienne à la Fédération de Russie (au gouvernement plus particulièrement) se fait le plus ressentir. **Vladimir Poutine décide alors de ne plus respecter la grande majorité des accords ratifiés.** L'influence russe se transforme alors en intervention militaire directe. L'incorporation de la Crimée dans les frontières russes marque le début d'une contestation territoriale entre la Fédération de Russie et l'Ukraine.

La contestation territoriale entre la Fédération de Russie et l'Ukraine entre 2014 et 2022 modifie les degrés stratégiques de la mer Noire et de la mer d'Azov.

L'incorporation de la Crimée en 2014 au sein des frontières de la Fédération de Russie permettant un contrôle de la mer Noire et de la mer d'Azov par ce pays, a pour caractéristique originale que celle-ci n'a pas été considérée par la communauté internationale comme une guerre à part entière, bien qu'elle l'ait été aux yeux des Ukrainiens. Elle n'a pourtant pas suscité de vive réaction armée - et donc pas d'affrontements notables comparativement à l'actualité - de la part de l'Ukraine, puisque le pays était dans l'incapacité de répondre à ce conflit. **Le rapport de force étant à l'avantage complet de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine n'a pas rencontré de difficulté dans la contestation du territoire et de ses espaces maritimes.** S'il y a eu affrontements, ces derniers étaient sporadiques et trop faibles pour les considérer comme étant constitutifs et représentatifs d'un réel affrontement. C'est donc à partir de 2014 que les relations, initialement dessinées par des stratégies de compétition, se transforment en contestation ouverte et modifient le caractère stratégique de ces espaces.

La fin des traités bipartites et internationaux comme marque d'une contestation territoriale effective.

À partir du 2 avril 2014, le gouvernement russe décide de se retirer de certains traités et accords auparavant signés et ratifiés avec l'Ukraine. Ce retrait est rendu possible par une loi fédérale émise par la Fédération de Russie nommée « *Sur la dénonciation des accords bilatéraux sur la présence de la Flotte russe de la mer Noire en Ukraine* »(10). Le retrait du gouvernement concerne plus particulièrement l'accord du 28 mai 1997 et celui du 21 avril 2010 ainsi qu'un retrait de facto de celui de 2003. La déclaration

conjointe de gestion partagée de la mer entre les deux pays de 2003, établissant le fait que « les navires de guerre et les navires de commerce ukrainiens et russes jouissent de la liberté de navigation dans la mer d'Azov et le détroit de Kertch »(11), n'est quant à elle évidemment plus respectée. **Vladimir Poutine a élaboré différentes stratégies pour atteindre cette souveraineté effective et dominer l'Ukraine tout en limitant son expansion économique.** Ainsi, depuis 2014, la mer Noire, la mer d'Azov et, conséquemment le détroit de Kertch, sont des espaces stratégiques économiques, politiques et culturels marqués par une souveraineté effective du gouvernement russe au détriment de l'Ukraine, qui détient une souveraineté de droit. Pour illustrer ce propos, l'on peut citer Igor Delanoe qui considère que « *dans les faits, la Russie domine la mer d'Azov puisqu'elle contrôle sa seule porte d'entrée : le détroit de Kertch* »(5).

En premier lieu, Vladimir Poutine est parvenu à réduire le trafic des forces navales ukrainiennes et son trafic commercial via un contrôle militaire du détroit de Kertch dès 2014. Les données parlent d'elles-mêmes : « *En 2013, environ 15 millions de tonnes de fret passaient par le seul port de Marioupol. Ce niveau a chuté de 27% entre 2015 et 2017. Sur la même période, pour le port de Berdiansk, le niveau a quant à lui chuté de 47%* »(11). Ces contrôles militaires ont mené à de fortes tensions pour atteindre un certain paroxysme avec l'incident du détroit de Kertch en 2018. Le 25 novembre, une flotte de la marine ukrainienne composée de trois navires, essaye de passer sous le pont de Kertch (nouvellement construit par la Fédération de Russie) mais l'équipage se fait rapidement capturer par des militaires russes qui considèrent illégal le passage de ces navires, arguant que le détroit fait exclusivement partie de ses eaux territoriales. Cet incident diplomatique est largement critiqué par la communauté internationale qui tente d'apaiser les tensions.

Concernant la limitation du trafic commercial, la stratégie de contrôle « *stop and search* » portée par les autorités policières ou militaires, qui consiste à arrêter un navire, vérifier sa cargaison et interdire sa commercialisation si nécessaire, est souvent employée par la Fédération de Russie entre 2014 et 2022. Ces processus de contrôle prenant un temps important pour être effectués de bout en bout, les délais d'exportation et d'importation par l'Ukraine sont allongés et entraînent par la suite des coûts supplémentaires. Ces contrôles, rendus possibles via l'accord de 2003, deviennent illégaux à partir du moment où ils sont effectués de manière violente et abusive, une pratique effectivement et incontestablement assumée par l'armée russe. Le Parlement européen dénonce d'ailleurs à l'époque vivement ces agissements. Vladimir Poutine justifie ces actions de force du fait d'un comportement agressif ukrainien à l'encontre des militaires russes.

Ces limitations du trafic militaire et commercial sont ainsi très largement facilitées par la construction du pont de Kertch, inauguré en 2018 par le dirigeant russe. Cette infrastructure permet de relier directement la Russie à la Crimée. **Le pont de Crimée (ou pont de Kertch), en plus de représenter une emprise territoriale évidente de la part de la Fédération de Russie, est également une construction réfléchie et stratégique avec une vision politique sur le long terme. Il permet de favoriser le commerce russe et d'intensifier le tourisme national.**

Le pont de Kertch : un mur contre l'Ukraine, son indépendance et son développement.

Le pont a été inauguré et officiellement présenté en mai 2018 par Vladimir Poutine lui-même. La construction de ce dernier a été dénoncée par de nombreuses institutions comme l'Organisation des Nations Unies et l'Union Européenne. Les conséquences de sa construction sans équivoque : « *Depuis le printemps 2018, les contrôles des navires ukrainiens par les forces russes sont devenus de plus en plus fréquents, ce qui met l'économie ukrainienne, déjà fragile sous pressions ; notamment dans le domaine de l'acier et des céréales* »(11). De plus, la structure architecturale du pont a été calculée et réfléchie dans le but de rendre impossible le passage de bateaux de plus de 33 mètres de hauteur. L'activité économique et commerciale des ports ukrainiens de Marioupol et de Berdiansk est depuis directement impactée par cette infrastructure puisque ces derniers importent et exportent les marchandises via des navires de type Panamax, d'une hauteur (tirant d'air) d'environ 57 mètres. Pour autant, les bateaux commerciaux russes ne sont pas spécifiquement touchés puisque leur tirant d'air est déjà initialement inférieur à 33 mètres, les ports russes n'étant pas suffisamment profonds pour accueillir des navires Panamax. **Le flux commercial ukrainien dans le détroit a donc été drastiquement réduit au profit de l'activité commerciale de la Fédération de Russie tandis que le pays est à l'époque déjà impacté par les sanctions internationales orientées vers l'exportation de céréales.** L'Ukraine, quant à elle, tente d'y retrouver une souveraineté effective, d'autant plus depuis 2022.

En plus de cette limitation des capacités commerciales de l'Ukraine, Vladimir Poutine entend rentabiliser ce pont en permettant l'intensification du tourisme russe en Crimée. Les enjeux y sont élevés puisque **ce tourisme permet directement ou indirectement la pérennisation d'une culture russe dans la péninsule**, tandis que le territoire est déserté par les touristes ukrainiens voire une certaine frange de sa population qui y était initialement installée. Cette idée permet de comprendre et d'expliquer la stratégie du gouvernement russe vis-à-vis du développement touristique de la Crimée, et ce particulièrement jusqu'en 2022. En 2014, ce territoire est marqué par une forte baisse de fréquentation, comme c'est le cas dans la baie de Balaklava. Le ministère du Tourisme de Crimée l'annonce lui-même, lorsque l'institution confirme qu'entre janvier

et août 2014, trois fois moins de touristes se sont rendus dans la péninsule pour la même période en 2013(12). En 2015, pour pallier ce problème, Vladimir Poutine appelle l'ensemble des populations russes à aller en Crimée pour y faire du « tourisme patriotique »(13). Cette forme de tourisme est en partie facilitée par une réduction des prix des billets d'avion (jusqu'en 2022) et par d'autres avantages attrayants financièrement. Ainsi, certaines périodes ont vu un afflux de visiteurs plus conséquent, comme en 2015 avec 4,6 millions de visiteurs(14). Enfin, le statut stratégique de la Crimée et de ses plages en mer Noire est bien compris par Vladimir Poutine puisqu'un projet gouvernemental dit « programme de développement du tourisme en République de Crimée 2017-2020 » a même été élaboré et mis en place par la Fédération de Russie. Cependant, l'activité touristique a tout de même connu un gros ralentissement général, atteignant sans surprise un quasi-arrêt en février 2022.

Cette infrastructure ne représente pas seulement un enjeu stratégique économique axé sur le commerce international et le tourisme. **Dans le contexte de l'invasion en Crimée, ce pont est un lien direct, donc territorial, entre la Fédération de Russie et l'Ukraine. Il est emprunté au profit du gouvernement russe pour y acheminer du matériel militaire dans le but de pérenniser l'emprise territoriale par les forces armées russes.** Cette utilisation stratégique du pont sera d'autant plus forte à partir du conflit russo-ukrainien de 2022.

2022 - 2024 : des affrontements en mer Noire et en mer d'Azov constitutifs du caractère hautement stratégique de ces espaces.

Le caractère stratégico-militaire de la mer Noire et de la mer d'Azov se manifeste à différentes échelles. En premier lieu, **la Fédération de Russie et l'Ukraine s'affrontent à l'échelle locale, via une multitude de moyens** : les drones ukrainiens armés d'explosifs attaquent les navires russes, les navires russes patrouillent et attaquent les Ukrainiens en mer et à distance via le lancement de missile qui bombardent les villes ukrainiennes, les services secrets ukrainiens détruisent les points névralgiques de contact (pont de Crimée) et les ports sont protégés par des mines flottantes.

Le caractère local du conflit prend une propension plus régionale, jusqu'à entraîner des conséquences d'ordre stratégique à l'échelle internationale. En effet, dans le contexte du conflit russo-ukrainien, la mer Noire et la mer d'Azov ne constituent pas seulement un ensemble stratégique pour les deux belligérants mais est aussi un espace à forts enjeux pour d'autres pays et d'autres organisations comme l'ONU, l'UE ou encore l'OTAN.

La mer Noire et la mer d'Azov : des nouveaux champs de bataille maritimes, insulaires et cyber (informationnels).

La Fédération de Russie tente d'accroître sa souveraineté effective en mer Noire dès le début du conflit par l'emploi de la force armée. Pour autant, entre février et juillet 2022, le gouvernement russe doit répondre à trois principaux enjeux dans cet espace convoité : faire face aux sanctions internationales qui réduisent ses possibilités d'exportations par les routes maritimes, réagir aux différentes incursions ukrainiennes ayant pour but de reprendre le contrôle de certaines zones et enfin, équilibrer la mobilisation humaine ou financière de ses armées pour pérenniser et stabiliser l'espace, sans desservir la mobilisation des activités aériennes et terrestres sur les autres terrains d'opération liés au conflit. L'Ukraine, quant à elle, se doit de contester les violations territoriales de la Fédération de Russie en mer Noire pour plusieurs raisons. La déstabilisation militaire de l'espace impacte plus gravement encore l'économie céréalière ukrainienne initialement portée sur les exportations via la mer Noire. Au-delà de l'aspect économique, le gouvernement ukrainien agit pour se porter comme garant de la sécurisation de ses propres frontières (ainsi que de celle de l'UE) et comme protecteur de ses populations.

Par conséquent, **les velléités territoriales entraînent des affrontements militaires entre les deux armées. Entre février et juillet 2022, ces batailles façonnent l'espace mais aussi les esprits.** Si ces batailles sont à cette période moins centrales que le conflit terrestre et entraînent moins de dégâts matériels ou de pertes humaines, elles n'en sont pas moins importantes en ce qui concerne l'influence informationnelle. Elles ont souvent une signification et une valeur symbolique fortes et permettent d'évaluer le degré d'implication des forces armées dans le conflit mais aussi leur résistance ainsi que leur capacité d'attaque ou de défense. L'une des meilleures illustrations de ce constat est le cas de la bataille de l'île aux Serpents(15), ayant fait l'objet d'une médiatisation ukrainienne, russe et même internationale jusqu'en juin 2022. Dès le premier jour du conflit, cette île est attaquée par la Fédération de Russie. Elle revêtait à l'époque des éléments stratégiques pour la Fédération de Russie pour deux principales raisons : la possibilité d'un certain contrôle maritime et la possibilité d'y effectuer des tirs de missiles vers l'Ukraine. Arrivé au niveau de l'île, un croiseur russe conseille alors

aux forces ukrainiennes en présence de se rendre, ce à quoi l'un des ukrainiens lui répond « va te faire foutre ». Les militaires ukrainiens sont faits prisonniers puis échangés un peu plus tard contre des prisonniers russes. L'île au Serpent devient alors l'un des premiers territoires envahis et par là-même un mythe servant à la résistance ukrainienne, d'autant plus du fait d'un certain flou informationnel caractéristique des débuts du conflit : les militaires ukrainiens étaient initialement présumés morts par les médias ukrainiens et internationaux. Finalement, après de nombreuses incursions ukrainiennes dans les environs, les forces russes décident de quitter l'île le 30 juin 2022.

Les différentes batailles en mer Noire s'inscrivent dans un contexte marqué par des sanctions à l'encontre de la Fédération de Russie et dans une déstabilisation croissante de l'espace convoité qui empêche l'Ukraine d'exporter convenablement ses marchandises, mettant ainsi en danger la sécurité alimentaire mondiale. Les velléités de souveraineté entre les deux nations opposées dessinent le territoire tandis que les volontés de stabilisation se font entendre du côté de la communauté internationale du fait de l'existence d'enjeux territoriaux qui dépassent le cadre purement régional.

L'initiative céréalière de la mer Noire : un accord mis en avant par l'ONU pour sécuriser et pacifier l'espace maritime.

Avec les blocus des principaux ports commerciaux ukrainiens par la Fédération de Russie, les exportations céréalières ukrainiennes ont connu un coup d'arrêt brutal. En conséquence de quoi, la faim dans le monde a explosé et a touché environ 47 millions de personnes, ces dernières étant passées au stade dit de « la faim aiguë »(16).

C'est pourquoi **l'Organisation des Nations Unies a négocié la mise en place de l'initiative céréalière de la mer Noire**. Cette dernière a officiellement débuté le 22 juillet 2022, soit quelques mois après le début du conflit russe-ukrainien. L'accord a été signé entre les deux forces belligérantes mais comprend aussi les signatures de la Turquie et de l'Organisation des Nations Unies. Le projet est géré par le Centre de coordination conjoint d'Istanbul et réunit toutes les parties signataires. L'initiative permet de réduire le coût des denrées alimentaires et d'impulser les exportations vers les pays les moins avancés et en faveur des populations vulnérables. Elle entraîne ainsi l'ouverture de corridors humanitaires maritimes où toute intervention armée contre les navires importateurs et exportateurs est interdite. De ce fait, elle a pour objectif de permettre la navigation de navires commerciaux en toute sécurité. Les trois principaux ports ukrainiens qui bénéficient de cette initiative sont les ports de Tchernomorsk, d'Odessa et de Yuzhny-Pivdenny. A noter que cette initiative ne concerne pas les ports de la Fédération de Russie.

Le 1er août, le premier navire commercial ukrainien est autorisé à quitter le port d'Odessa avec à son bord 26 000 tonnes de maïs. Pendant les trois premiers mois de la mise en application de l'accord, environ 360 navires (8.1 millions de tonnes de produits agricoles) en provenance de ports ukrainiens sont autorisés à exporter leurs marchandises. Au total, sur cette période de 3 mois, 50% de ces dernières sont destinées aux pays les moins avancés et aux pays à revenu intermédiaire inférieur ou supérieur(16). De juillet 2022 à juillet 2023, ce sont environ 32 millions de tonnes de marchandises qui ont été exportées dont 725 000 tonnes de blé destiné aux populations en situation vulnérable avec un pourcentage bien plus élevé qu'aux débuts de l'initiative pour les exportations vers les pays les plus vulnérables. Les pays bénéficiaires sont en grande partie la Somalie, le Soudan, le Kenya, l'Afghanistan, l'Éthiopie et le Yémen.

L'initiative a été renouvelée à de nombreuses reprises, non sans quelques tensions. Premièrement, il est important de noter qu'elle n'a pas totalement arrêté les combats en mer Noire et mer d'Azov mais les a très largement limités au niveau desdits corridors humanitaires. De plus, les phases de renouvellement de l'accord étaient effectuées tous les 120 jours mais à partir du 17 mars 2022, la Fédération de Russie fait part à la communauté internationale de son désaccord croissant quant à cette initiative. Le gouvernement russe n'accorde donc que 60 jours supplémentaires mais renouvelle tout de même sa volonté de continuer sa participation le 18 mai 2022. Le 17 juillet 2022, l'accord prend fin avec la décision unilatérale de la Fédération de Russie de se retirer de ce dernier tant que certaines conditions ne sont pas tenues par les autres parties prenantes.

Le gouvernement accompagne cette décision d'un discours accusateur à l'encontre des pays occidentaux et l'ONU quant à leurs agissements contre la Russie. Vladimir Poutine affirme que le gouvernement ukrainien ne respecte pas les principes de l'accord commercial, principe qui consistait surtout à fournir en produits céréaliers les pays en difficulté alimentaire essentiellement en Afrique. Cependant, alors que le gouvernement russe déclare que seulement 3% des produits céréaliers exportés par Kiev l'ont été à destination des pays les plus pauvres et risquant une crise alimentaire, l'UE conteste cette information en précisant qu'il s'agit de 49% des produits céréaliers exportés sur l'ensemble de l'année. Le non-renouvellement de l'accord a aussi pour cause l'idée suivante : l'exportation de céréales suscitant une manne économique pour l'Ukraine, ces revenus sont utilisés pour participer à l'effort de guerre contre la Fédération de Russie. Enfin, Vladimir Poutine coupe l'Ukraine au marché africain pendant que le gouvernement russe se place comme principal partenaire commercial nécessaire(17), et ce, particulièrement lors du deuxième Sommet Russie-Afrique ayant eu lieu quelques jours après l'annonce de la non-reconduction de l'accord. Le dirigeant russe déclare

ainsi dans son discours destiné aux pays africains : « Je tiens à vous assurer que notre pays est capable de substituer le blé ukrainien aussi bien à titre commercial qu'à titre gratuit, d'autant que cette année nous nous attendons encore à une récolte record »(18).

Ainsi, on peut vraisemblablement constater que les enjeux stratégiques de la mer Noire et de la mer d'Azov dans le conflit russo-ukrainien dépassent largement leurs propres frontières. Ce retrait de la Fédération de Russie entraîne conséquemment une intensification des combats dans ces espaces de plus en plus convoités.

[**Une intensification des affrontements en mer Noire et en mer d'Azov comme indicateur des évolutions stratégiques qui marquent ces territoires.**](#)

Bien que la mer Noire soit un lieu stratégique du conflit ayant donné lieu à des batailles à enjeux et ayant bénéficié d'une pacification temporaire, elle ne constitue pas véritablement le nerf de la guerre, du moins jusqu'en juillet 2023. De fait, entre février 2022 et juillet 2023, les opérations terrestres voire aériennes semblent mobiliser plus largement les deux armées. Cependant, à partir de la fin du mois de juillet 2023, un changement d'orientation stratégico-militaire se fait remarquer et se concentre principalement sur la Crimée et la mer Noire. Le contrôle de la mer Noire devient ainsi progressivement la priorité du conflit russo-ukrainien, tant du côté du gouvernement russe que de celui de l'Etat ukrainien.

Le 17 juillet 2023, en pleine nuit, le pont de Crimée est très fortement touché à la suite d'une attaque menée par l'Ukraine avec des drones de surface navale. Il est important de rappeler que c'est en partie via ce pont que les renforts humains et matériels militaires sont transférés par la Fédération de Russie sur le champ de bataille ukrainien et cet état de fait explique en grande partie les raisons de cette attaque. En réaction, bien que cet événement n'en soit pas la principale cause, la Fédération de Russie annonce le même jour son retrait de l'accord céréalier. Cet espace fait de compétition puis de contestation connaît des affrontements armés avec des pertes humaines plus conséquentes qu'auparavant. Les interventions militaires reprennent vigoureusement en mer Noire et en mer d'Azov pour revêtir un caractère de plus en plus stratégique, jusqu'à devenir le premier enjeu de la guerre. En d'autres termes, cet espace est devenu un champ de bataille à part entière qui peut, dans une certaine mesure, décider de l'avenir de la guerre. Une déclaration de Volodymyr Zelensky de janvier 2024 atteste bien de ce changement de perspective quant aux enjeux liés à cette zone convoitée : avec la Crimée, la mer Noire va « *devenir le nouveau centre de gravité de la guerre* »(19). Cette augmentation des interventions militaires navales s'inscrit aussi dans un autre changement contextuel important : une utilisation de plus en plus massive et efficace de drones maritimes par l'Ukraine sur ce champ de bataille.

Depuis le 17 juillet 2023, la Fédération de Russie semble être en grande difficulté en mer Noire et en mer d'Azov. L'utilisation de drones en temps de guerre peut constituer un caractère hybride d'un conflit, comme en attestent les combats en mer Noire et mer d'Azov. L'Ukraine parvient désormais à affaiblir la flotte de la mer Noire russe en détruisant des navires et bâtiments excessivement coûteux, symboliques et stratégiques via l'emploi de drones comparativement beaucoup moins coûteux, plus discrets et n'entraînant pas de pertes humaines puisque dirigés à distance. Les drones ont par exemple été employés pour attaquer le pont de Crimée le 17 juillet 2023 mais aussi en août et septembre 2023 avec une réussite notable pour les deux premières attaques. L'ensemble des navires sont visés par l'Ukraine, comme cela a été le cas pour la vedette lance-missiles Ivanovets le 1er février 2024. Selon Ulrike Franke, spécialiste en technologies de guerre au Conseil Européen des relations internationales, les drones kamikazes ont un véritable succès en mer Noire et mer d'Azov.

Au fait du potentiel avantage stratégique que les drones peuvent représenter, l'Ukraine a décidé de créer une unité militaire spécialisée et a également effectué un appel à financement pour pouvoir acheter au moins 100 drones navals et créer « la première flotte de drones navals au monde »(20). A cela s'ajoute le constat que les drones sont manifestement employés dans le cadre de la guerre informationnelle et psychologique en mer Noire et mer d'Azov. L'armée ukrainienne filme et diffuse sur les réseaux sociaux (essentiellement sur Telegram) les interventions militaires à succès. Cela permet entre autres de montrer sa puissance de frappe mais également de contredire les discours de propagande de la Fédération de Russie qui se concentrent globalement sur la mise en avant de la puissance de la flotte navale russe. Pour la plupart des attaques ukrainiennes à l'encontre de la Fédération de Russie en mer Noire et mer d'Azov, ces dernières sont minimisées par le gouvernement russe qui emploie très souvent une lexicographie réductrice et répétitive : la notion d'endommagement, pour ne pas dire le terme « destruction ».

Au-delà des drones, des missiles ainsi que des avions de combat sont également utilisés. La Fédération de Russie a perdu de nombreux navires essentiels, comme le Saratov en mars 2022 ou encore le Moska, navire russe ayant coulé au mois d'avril 2023 après une attaque de missiles Neptune. Le 22 septembre 2023, c'est la base navale, comprenant ainsi son quartier général, qui est attaquée par des missiles de croisière. Enfin, le 26 décembre 2023, le Novotcherkassk est détruit par des missiles lâchés par l'armée de l'air ukrainienne. Ces attaques permettent entre autres d'affaiblir la flotte russe et sont aussi un moyen de récupérer certaines plateformes pétrolières ou gazières. Toutes ces attaques, liées aux opérations amphibies des forces spéciales ukrainiennes, aux drones ou encore aux missiles ont globalement le même objectif : reprendre la main sur la mer Noire et la mer d'Azov dans le but de réduire les capacités

militaires, logistiques et de ravitaillement de la Fédération de Russie dans cet espace et impactent aussi directement les opérations terrestres russes en Ukraine.

La mer Noire et la mer d'Azov ne sont pas seulement des espaces stratégiques propres à la Russie et à l'Ukraine. Ils sont aussi stratégiques pour les autres pays côtiers (comme la Turquie par exemple) et d'autres puissances ou organisations. Plusieurs éléments permettent d'arriver à ce constat. Concernant la Turquie, les tensions en mer Noire et mer d'Azov peuvent être considérées comme généralement profitables à ce pays(21). Ana Pouvreau, résume bien cette idée en considérant que « *la Turquie entretient des liens étroits avec l'Ukraine, notamment en y exportant des armements dont les drones Bayraktar. Cependant, Ankara s'efforce également de pouvoir jouer un rôle de médiateur avec Moscou, avec plus ou moins d'efficacité* »(22). En réalité, Recep Tayyip Erdoğan tient un rôle pour le moins ambivalent, tant dans ses discours que dans ses positions et actions vis-à-vis des gouvernements russes et ukrainiens.

De plus, il est à noter que la mer Noire est bordée par des pays-membres de l'OTAN et des pays-membres de l'UE. Michal Szczerba, lors de la session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (AP-OTAN), déclare d'ailleurs que « *l'OTAN doit s'adapter à cette nouvelle ère de concurrence stratégique en faisant preuve d'unité, de détermination et d'engagement. Elle doit renforcer son dispositif de dissuasion et de défense, en particulier sur son flanc oriental* »(23). Cet état de fait rend d'ailleurs cet espace d'autant plus stratégique aux yeux de la Fédération de Russie, qui craint en partie un encerclement depuis la fin du glacis protecteur avec la chute de l'URSS. Cet intérêt de la zone par l'OTAN peut s'illustrer via une surveillance accrue de l'espace aérien par l'utilisation de drones, comme cela a été le cas avec un drone MQ-9 Reaper américain ayant été intercepté et détruit par les forces russes(24) le mardi 14 mars 2023.

En conclusion, la mer Noire et la mer d'Azov deviennent des espaces de plus en plus stratégiques aux yeux des dirigeants russes et ukrainiens ainsi que de leurs populations. **Ce sont en réalité ces acteurs, les personnalités politiques et les civils, qui façonnent véritablement le caractère stratégique de ces espaces.** Ce caractère peut être infondé, vrai ou même mystifié. Qu'il soit réel ou non, il est dans tous les cas perçu et ressenti et entraîne un ensemble de décisions politiques en chaîne. Le degré stratégique d'un espace peut s'étudier et s'évaluer en partie dans les discours, les échanges, les textes de lois, les accords ou encore les interventions militaires, comme c'est le cas pour la mer d'Azov et la mer Noire. **L'espace stratégique est perçu, puis construit, en fonction des changements politiques, économiques, sociaux voire culturels qui se manifestent dans l'environnement des nations concernées.** La mer

d'Azov et la mer Noire sont ainsi passées progressivement par les différents statuts que sont l'espace de compétition, de contestation et d'affrontement. Cet état de fait atteste d'une place de plus en plus prégnante de ces espaces dans les priorités nationales russes et ukrainiennes. Visiblement, **les interactions entre les deux gouvernements et leurs populations ont très largement défini et délimité les enjeux de la mer Noire et de la mer d'Azov**. À cela s'ajoutent évidemment d'autres acteurs qui peuvent être directement impactés par le conflit - et se positionner ainsi en tant que spectateurs - ou exercer une influence régionale, voire internationale, sur ces espaces et agir ainsi sur la définition et la caractérisation de ces derniers et de leurs enjeux.

Le conflit terrestre de la Fédération de Russie en Ukraine a diamétralement changé la perception contemporaine de la guerre et a suscité l'émoi tout en faisant prendre conscience aux dirigeants politiques de la nécessité d'adapter les stratégies défensives au sol. **L'affrontement maritime en mer d'Azov et en mer Noire fait quant à lui progressivement prendre conscience que le fait de disposer d'une flotte conséquente ne suffit pas pour gagner les batailles maritimes.**

par Fiona Bessioud-Janoir

Références

- (1) BURKHARD Thierry, 2023. Allocution d'ouverture du chef d'état-major des Armées, Revue Défense Nationale, HS12 (N° Hors-série), p. 9-13.
URL : <https://www.cairn.info/revue-defense-nationale-2023-HS12-page-9.htm>
- (2) Ministère des Armées, octobre 2021. La vision stratégique du Chef d'Etat-Major des Armées [en ligne].
Disponible sur : [La vision stratégique du chef d'état-major des armées \(FR/ES/GB\)](#). | [Ministère des Armées \(defense.gouv.fr\)](#) [consulté le 15 février 2024]
- (3) PLOKHY Serhii, 2008. Ukraine and Russia, representations of the past, University of Toronto Press, 391 pages.
- (4) PAPARELLA Ivo, 2022/4. Azov, Kertch et Crimée : droit et géostratégie, Revue Défense Nationale, n°849, p. 48-56.
URL : <https://www.cairn.info/revue-defense-nationale-2022-4-page-48.htm>
- (5) France Info, 20 mars 2023. Guerre en Ukraine : pourquoi le contrôle de la mer d'Azov est un enjeu stratégique pour la Russie [en ligne].
Disponible : https://www.francetvinfo.fr/monde/europe/manifestations-en-ukraine/guerre-en-ukraine-pourquoi-la-mer-d-azov-est-un-enjeu-strategique-pour-la-russie_5029481.htm [consulté le 27 janvier 2023]
- (6) LEBEDYNSKY Iaroslav, 2008. Ukraine. Une histoire en questions, L'Harmattan, 302 pages.
- (7) KAPPELER Andrea, 2022. Russes et Ukrainiens, les frères inégaux. Du Moyen-âge à nos jours. CNRS Editions, 320 pages.
- (8) DELANOË Igor, 2013. Sébastopol : de l'URSS à l'Ukraine, les enjeux du changement de souveraineté de 1991. Cahiers de la Méditerranée, n°86, p. 141-150.
URL : <https://journals.openedition.org/cdlm/6860>
- (9) SHELDON-DUPLAIX Alexandre, 2015/2. La Russie, la Flotte de la mer Noire et l'OTAN. Stratégique, n°109, p. 153-167.
URL : <https://www.cairn.info/revue-strategique-2015-2-page-153.htm>
- (10) Ambassade de la Fédération de Russie en France, 03 avril 2014. Sur l'envoi d'une note du ministère russe des Affaires étrangères relative à la flotte de la mer Noire [en ligne].
Disponible : <https://mid.ru/fr/maps/ua/1713214/> [consulté le 5 février 2024]

(11) RAHARIMBOLAMENA Eric, 20 janvier 2019 (Le Grand Continent). L'incident du détroit de Kertch [en ligne]

Disponible : <https://legrandcontinent.eu/fr/2019/01/28/lincident-du-detroit-de-kertch/>
[consulté le 22 janvier 2024]

(12) ARMANDON Emmanuelle, 2015. L'annexion de la Crimée par la Russie : un premier bilan. Centre Thucydide.

URL : AFRI_2015_v3_1032p.indd (afri-ct.org)

(13) JEANGÈNE VILMER Jean Baptiste, 2015/1 (Printemps). Crimée : les contradictions du discours russe, Politique étrangère, p. 159-172.

URL : <https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2015-1-page-159.htm>

(14) ANDREEVA-JOURDAIN Ekaterina, Août-Décembre 2017. Le « renouveau » du tourisme russe en Crimée. Analyse historico-géographique à partir de l'exemple de Yalta, Études caribéennes [en ligne].

Disponible : <http://journals.openedition.org/etudescaribeennes/11306> [consulté le 17 février 2024]

(15) HENROTIN Joseph, 2022/2. Les opérations navales durant la guerre d'Ukraine, Stratégique, N° 129, p. 139-150.

URL : <https://www.cairn.info/revue-strategique-2022-2-page-139.htm>

(16) Groupe des Nations Unies pour le Développement durable, 21 octobre 2022. Bilan de l'accord sur l'Initiative céréalière de la mer Noire trois mois après sa signature [en ligne]. Disponible : [GNUD | Bilan de l'accord sur l'Initiative céréalière de la mer Noire trois mois après sa signature \(un.org\)](#) [consulté le 23 janvier 2024]

(17) POURTIER Roland, 2023/3-4. Ukraine-Afrique : la guerre enchevêtrée, *Hérodote*, N° 190-191, p. 201-222.

URL : <https://www.cairn.info/revue-herodote-2023-3-page-201.htm>

(18) Ambassade de la Fédération de Russie en France, 24 juillet 2023. La Russie et l'Afrique : unir nos forces pour la paix, le progrès et un avenir prospère [en ligne].

Disponible : Article du Président russe Vladimir Poutine : «La Russie et l'Afrique: unir nos efforts pour la paix, le progrès et un avenir prospère» ([mid.ru](#)) [consulté le 30 janvier 2024]

(19) The Economist, 01 janvier 2024. A New Year's interview with Volodymyr Zelensky [en ligne].

Disponible : <https://www.economist.com/europe/2024/01/01/a-new-years-interview-with-volodymyr-zelensky> [consulté le 10 février 2024]

(20) FRANKE Ulrike, février 2024. Transformation technologique de la guerre notamment en relation avec les conflits actuels. Chaire Grands Enjeux stratégiques contemporains [en ligne].

Disponible : <https://www.youtube.com/watch?v=nJosa0t7vMQ> [consulté le 05 février 2024]

(21) OUDOT DE DAINVILLE Alain, 2022/5. La mer Noire : espace stratégique, Revue Défense Nationale, N° 850, p. 33-36.

URL : <https://www.cairn.info/revue-defense-nationale-2022-5-page-33.htm>

(22) POUVREAU Ana, 2023/3. Le positionnement stratégique de la Turquie dans la guerre en Ukraine, Revue Défense Nationale, N° 858, p. 54-59.

URL : <https://www.cairn.info/revue-defense-nationale-2023-3-page-54.htm>

(23) OTAN, 05 octobre 2023. Un soutien renforcé à l'Ukraine et la capacité à s'adapter face à la concurrence stratégique en tête de l'ordre du jour de la session annuelle de l'AP-OTAN à Copenhague [en ligne]

Disponible : [Un soutien renforcé à l'Ukraine et la capacité à s'adapter face à la concurrence stratégique en tête de l'ordre du jour de la session annuelle de l'AP-OTAN à Copenhague | AP-OTAN \(nato-pa.int\)](https://www.nato-pa.int/AP-OTAN%20-%20Un%20soutien%20renforc%C3%A9%20%C3%A0%20l%27Ukraine%20et%20la%20capacit%C3%A9%20%C3%A0%20s%27adapter%20face%20%C3%A0%20la%20concurrence%20strat%C3%A9gique%20en%20t%C3%A8te%20de%20l%27ordre%20du%20jour%20de%20la%20session%20annuelle%20de%20l%27AP-OTAN%20%C3%A0%20Copenhague.pdf) [consulté le 03 février]

(24) DUPONT Pascal, 2023/6. La souveraineté aérienne et les frontières de la troisième dimension, Revue Défense Nationale, N° 861, p. 157-161.

URL : <https://www.cairn.info/revue-defense-nationale-2023-6-page-157.htm>

La diplomatie de Zelensky

« En l'espace de quelques heures, celui qui excellait dans l'improvisation théâtrale et a bâti toute sa carrière professionnelle autour du rire se transforme en chef de guerre. Il a 44 ans et réclame des armes au monde entier. »(1) C'est par ces termes que le grand reporter Gallagher Fenwick rappelle la métamorphose du président ukrainien et l'amorce de « l'opération spéciale » russe dans son pays. C'était il y a deux ans, presque jour pour jour, le 24 février 2022. Une date depuis laquelle de nombreuses choses se sont produites sans pour autant clore l'affrontement. Une date depuis laquelle le président ukrainien a par trois fois foulé le sol français, la dernière étant ce vendredi 16 février 2024. Il semble dès lors important, si ce n'est nécessaire, de revenir sur cet événement en faisant la lumière sur les aspects qui lui sont particuliers. Un hommage, en quelque sorte, une trace laissée de cette part de l'Histoire. Car, outre un conflit armé entre deux nations, il s'agit d'une guerre prenant chaque Etat à partie et dont chacun doit avoir mémoire.

Petite histoire de la diplomatie

« *La diplomatie est un art au champ lexical très particulier. Alors étudiant au MGIMO on y racontait que lorsqu'un diplomate dit « oui », cela veut dire « peut-être », s'il dit « peut-être », cela veut dire « non », et s'il dit « non », ce n'est pas un diplomate. »*

L'Engrenage, Sergueï Jirnov

Tout d'abord, il convient de comprendre distinctement ce qu'est la diplomatie, le sens que recouvre ce mot apparu bien tardivement dans l'histoire des relations internationales. Car bien que la pratique fut établie dès l'Antiquité via l'activité des *oratores* puis *legatus* romains - à la fois voyageurs, ambassadeurs et messagers - le concept de « diplomatie » eut quant à lui bien des peines à se théoriser. Le terme, apparu pour la première fois en 1790(2), est issu du grec διπλοῦς duquel dérive le latin

diploma signifiant « double ». « *Sous l'Empire romain en effet, tous les passeports et certificats officiels pour les voyageurs étaient gravés sur des plaques de métal doubles* »(3), retracent les archives du quotidien français Le Monde.

Or, malgré une étymologie explicite, de multiples définitions prolifèrent dans les dictionnaires. A Raoul Delcorde, ambassadeur belge, de trancher : “**la diplomatie est en réalité un instrument de politique étrangère, mais elle n'est pas la politique étrangère elle-même**, comme on le croit abusivement. Elle est aussi une spécialisation de la science politique. Ce terme est également assimilé à la carrière diplomatique, au personnel diplomatique et, au sens figuré, à une qualité qui serait le tact et la prudence. »(4) **La diplomatie comme moyen plutôt que fin donc, et outil dans le vaste domaine de la politologie.**

Le tournant de la guerre froide

Ces larges définitions, données à la diplomatie, sont néanmoins loin d'être hasardeuses et reflètent des changements de paradigmes historiques. **Ce n'est ainsi qu'après la signature des traités de Westphalie que les approches comportementalistes, épistémologique et professionnelle de la diplomatie se développèrent.** Jusqu'alors, les Etats soutenaient une pratique relationnelle et étatocentrale de la diplomatie, se reconnaissant mutuellement comme seuls interlocuteurs diplomatiques légitimes. **Une omnipotence que bouleversa la guerre froide** avec l'émergence de deux blocs supranationaux que sont l'URSS de Staline, Khrouchtchev, Brejnev puis Gorbatchev, et les Etats-Unis sous Truman, Kennedy, Reagan et Nixon. Plus tard, ce sera à la mondialisation d'ébranler de nouveau les frontières auparavant définies par les Etats, et avec elle la multiplication des acteurs internationaux non étatiques (AINE)

« Fragmégration »

Les relations internationales s'offrent ainsi à diverses lectures : sous le prisme du réalisme bien sûr, mais désormais également à travers le libéralisme, transnationalisme, post-positivisme et constructivisme. **Jusque-là peu considérées, ces théories ont toutes pour point commun de ne pas asseoir les Etats au rang de principaux acteurs du système international et mettent a contrario en exergue des interactions plus humaines et complexes.** Plus humaines d'une part, en ce que ces théories relèvent l'influence des schèmes de pensée des individus au sein des relations internationales. Plus complexes ensuite, en ce que le monde est à la fois de plus en plus fragmenté et interconnecté. Dualité dont rend compte le politologue américain James Rosenau à travers un néologisme : « fragmégration »(5). Une référence à la division croissante du monde en de multiples unités – souvent du fait de lignes politiques, économiques, culturelles et sociales différentes – ainsi qu'aux forces d'interdépendance qui joignent

ces multiples unités et acteurs en réseaux. Le concept de fragmégration de Rosenau vise ainsi à comprendre ce Janus bifrons du monde contemporain, à la fois fragmenté et interconnecté.

Guerre et Paix, paradoxe diplomatique

« *La langue change en même temps que l'ère dans laquelle elle se trouve* », enseigne Alain Rey, linguiste français, pour expliquer les glissements sémantiques. **Ce fut donc au détour de l'ère post-westphaliennes, celle même qui annonça l'émergence d'une nouvelle forme de guerre après deux conflits mondiaux, que la langue diplomatique se délia pour articuler de nouvelles formes de soft power.** Une diplomatie moderne, art de la conduite des relations entre Etats et puissances internationales, née d'une antithèse toute tolstoïenne entre guerre et paix. Une diplomatie moderne, pour laquelle de belligérantes conquêtes ne riment pas toujours avec de marquantes défaites.

« **Diplomatie** » désignera donc ici les moyens employés pour mener la politique étrangère d'un pays, quelle qu'elle soit. C'est-à-dire aussi bien de caractère pacifique qu'agressif. « *La diplomatie sans les armes, c'est la musique sans les instruments* », énonçait l'ancien chancelier du Reich Otto von Bismarck. Un adage bien compris par l'actuel président ukrainien dont le prénom appelle et l'opposant et l'opposé du conflit rageant sur ses terres depuis deux ans : Volodymyr Zelensky.

De comédien à souverain

« *La guerre ! C'est quelque chose de trop grave pour la confier à des militaires* », disait Georges Clemenceau. Dans le cas de l'Ukraine, elle est confiée à un comique. »
Volodymyr Zelensky, L'Ukraine dans le sang, Gallagher Fenwick

Celui qui « dirige le monde » et « fait régner la paix »

« Qui dirige le Monde », « qui fait régner la paix », deux interprétations étymologiques de leurs noms plutôt cyniques dont peuvent se vanter les deux plus grands ennemis et figures politiques contemporains. Car si la prononciation diffère légèrement, Vladimir et Volodymyr portent bel et bien le même nom... sans pour autant être désignés identiquement. Plus jeune, Poutine subissait les railleries de ceux qui le considéraient « insignifiant », « transparent », comme « un caméléon de type soviétique ». Zelensky quant à lui, se faisait surnommé Vova, à l'instar du “Toto” slave, personnage de nombreuses farces. **Mais, outre le prénom, les deux dirigeants partagent aussi une langue commune. Bien que de nationalité ukrainienne, Volodymyr Zelensky est, en effet, issu d'une famille russophone et communique bien plus aisément en russe.** Un

reproche qui lui sera fait lors de son investiture notamment, alors accusé de ne pas être un « vrai » Ukrainien. Et, bien qu'il fasse désormais partie des figures politiques les plus puissantes au monde, « il y a des zones d'ombre dans le parcours du sixième président de l'Ukraine indépendante. »(1) Un passé qu'il est pertinent de retracer brièvement. Pour comprendre la politique extérieure que mène Zelensky, il apparaît, en effet, légitime d'appréhender, en premier lieu, la politique interne qui gouverne Volodymyr. « Homme de spectacle, homme d'affaires, homme politique, homme d'Etat »(1), qui est donc véritablement cet homme que le monde regarde, ancré au cœur des steppes ukrainiennes ?

Volodymyr Oleksandrovych Zelensky

Volodymyr Oleksandrovych Zelensky est né le 25 janvier 1978 à Kryvyi Rhy, ville industrielle de l'oblast de Dnipropetrovsk en Ukraine orientale. « Une ville qui a mauvaise réputation »(1) et qu'il qualifiera même plus tard de « ville de bandits ». Ses parents occupent quant à eux « des postes typiques de la petite intelligentsia soviétique »(1), son père étant professeur d'informatique et spécialiste en cybernétique et sa mère ingénierie. Mais très tôt, c'est « rire et faire rire »(1) plutôt que des études sérieuses qui passionnent Zelensky. Une vocation que lui remarqueront également ses professeurs alors qu'il se plaît à monter des spectacles au sein de son école primaire, remporte l'émission *Dancing with the Stars*, organise des concours de sketchs et blagues improvisés et participe à des représentations théâtrales. Le jeune Volodymyr ira même jusqu'à remporter les championnats de KVN (acronyme pour « club des gens amusants et créatifs » où des groupes d'humoristes s'affrontent) en 2001 en Ukraine puis la demi-finale en 2002 à Sotchi (Russie) avec son équipe Kvartal 95, appelée ainsi en référence à leur quartier d'enfance. En parallèle et sur incitations de ses parents, Zelensky complètera tout de même un cursus de droit à l'université économique de Kryvyi Rhy. Cependant, hormis un stage de deux mois, il n'exercera jamais dans ce domaine puisque « c'est bien en tant qu'artiste qu'il se prépare à conquérir l'ex-Empire russe »(1).

« Faire le pitre sur scène et partir »

Depuis son enfance, deux ambitions professionnelles a priori inconciliables et deux rêves le pressent en effet : « faire le pitre sur scène et partir »(1), être humoriste ou diplomate. Et Vova parviendra à accomplir les deux. Acteur humoriste tout d'abord en incarnant dès 2015 Vasyl Holobordko dans la série télévisée Serviteur du Peuple, un professeur d'histoire de lycée devenu président d'Ukraine malgré lui... fiction qui, ironie du sort, deviendra réalité lorsque Zelensky, le 21 avril 2019, remporte nettement le second tour des élections présidentielles avec 73,2% des voix contre Petro Porochenko, le président sortant. Un pourcentage exceptionnel que ne présageaient pas les premiers sondages lors de la création de son parti politique, en

2018, nommé d'après sa série. Comble de l'histoire, **ce furent les régions prorusses qui lui attribuèrent les meilleurs scores**. Mais alors que **la lutte contre la corruption et la « désoligarquisation » étaient au centre du discours de campagne de Volodymyr Zelensky (ce qu'il honora)**, l'agence de journalistes ukrainiens slidstvo.info réalise un documentaire compromettant pour la présidentielle. Celui-ci, diffusé à la suite des Pandora Papers en octobre 2021 par des reporters « spécialisés dans les enquêtes sur les faits de corruption au sein du gouvernement de leur pays »(1), entend « traiter des informations très sensibles sur des personnalités de premier plan en Ukraine »(1)... dont « un homme qui avait promis de mettre fin à la corruption et à l'impunité des oligarques »(1).

La corruption contre la corruption ?

Dès les premières minutes du reportage, le ton est donné : « C'est l'histoire de l'acteur et directeur de la société de production Kvartal 95 qui a incarné le président dans une série avant de le devenir dans la vraie vie. Toute la réussite de Volodymyr Zelensky dans le show-business s'est faite en Ukraine. Mais tout cela est caché dans un réseau de sociétés offshore. » **En 2012 en effet, après que la chaîne télévisée 1+1 qui diffuse sa série a signé un important contrat avec l'oligarque Ygor Kolomoysky, Vova crée des entités offshore domiciliées dans des pays lointains tels Chypre, le Belize ou les îles Vierges britanniques... tous des paradis fiscaux.** En outre, ses adversaires politiques trouvent les **traces d'une transaction de Kolomoysky à Zelensky d'un montant de 40 millions de dollars durant sa campagne présidentielle**. L'affaire écorche alors sérieusement son image d'homme simple et proche du peuple. Cependant, quatre mois après la sortie du film ironiquement nommé *Offshore 95*, un événement devait rebattre les cartes et permettre au dirigeant de redorer son blason : le conflit russe-ukrainien.

Zelensky et sa diplomatie

« Parfois, les mots peuvent avoir plus d'impact que les armes »
Volodymyr Zelensky, le 22 juin 2022

Alors que le Haut-Commissariat des Nations unies aux Droits de l'homme (HCDH) publie un rapport préoccupé par la réduction des libertés fondamentales en Ukraine fin 2021 – suite à l'interdiction de trois chaînes télévisées considérées comme des organes de propagande russe – la guerre russo-ukrainienne intervient comme un véritable tournant dans la carrière politique de Volodymyr Zelensky. Rappelons toutefois que depuis février 2014 sévit la guerre du Donbass, opposant le gouvernement ukrainien aux séparatistes prorusses en Ukraine orientale. C'est en effet à partir de ce premier

conflit durant son mandat que le dirigeant a commencé à construire son rôle : celui d'un homme accessible, humain et proche de son peuple avant tout.

« Un Etat dans un smartphone »

Lors de sa campagne électorale, Zelensky prône une numérisation intégrale « de la vie des Ukrainiens et la création d'« un Etat dans un smartphone ». »(6) Ainsi, développée par le ministre de la transition numérique, l'application *Diiia* voit le jour, sorte de France Identité augmentée. La plateforme permet notamment la conservation de documents aussi importants que le passeport, le permis de conduire, la carte étudiante, le certificat COVID-19 et rend même possible le paiement d'impôts en ligne. **Une avancée majeure pour le pays comptant 14 millions d'utilisateurs, soit un tiers de la population nationale, et qui tiendra un rôle de premier ordre lors de la guerre contre la Fédération de Russie.** Au début du conflit, en effet, des options spécifiques sont ajoutées à *Diiia* pour favoriser la communication entre les citoyens et le gouvernement ukrainien. *Diiia.tv* et *Diiia.radio* permettent ainsi aux Ukrainiens se trouvant en zones occupées d'écouter les nouvelles malgré le dysfonctionnement des stations de radio en ville. Mais ce n'est pas tout : les habitants peuvent également utiliser la plateforme comme moyen de vote en réponse aux questions et sondages du président. Un outil cyberdémocratique qui causera du tort à Zelensky dont l'inexpérience politique est relevée et qu'on accuse de prendre ses décisions selon les sondages.

La maîtrise des arts sociaux

Toutefois, la grande présence médiatique de Volodymyr Zelensky à travers les réseaux sociaux lui procure une influence conséquente sur les jeunes générations, lesquelles, pour la plupart, ont été contraintes d'immigrer pour leur sécurité. Un concours de circonstances qui relaie par la même occasion son **image de dirigeant proche du peuple à l'internationale**. Avantage dont le président a conscience et qu'il met à profit en usant de ses talents d'acteur pour se mettre en scène sur les plateformes, n'hésitant pas non plus à mener des visioconférences auprès de multiples universités étrangères, telle l'université de Montréal le 22 juin 2022 où il entame un échange d'une heure avec les étudiants. Une modernité et efficacité communiquationnelle avant-gardiste qui fit dire à de nombreux spécialistes que Zelensky, s'il n'avait encore gagné la bataille, avait du moins déjà **remporté la guerre communicationnelle contre son homologue homonyme**. Un défaut dont semble depuis s'être rendu compte Poutine au regard des propagandes prorusses qui inondent aujourd'hui les réseaux sociaux.

Dernier discours du président Zelensky avant la guerre

Or, pour mobiliser la communauté internationale, le président ukrainien conserve

d'autres atouts qu'il est intéressant de découvrir au fil d'un de ses plaidoyers, le tout dernier, donné avant l'entrée des troupes russes sur le territoire ukrainien :

« Je ne vous parle pas en tant que président, mais en tant que citoyen de l'Ukraine. [...] Vos dirigeants ont donné leur feu vert pour qu'ils franchissent le pas et entrent dans un pays étranger. Ce pas pourrait marquer le début d'un immense conflit sur le continent européen [...]. L'Ukraine que vous voyez dans vos médias et l'Ukraine dans la vraie vie sont deux pays différents. [...] Ils vous disent que nous sommes des nazis. Mais comment un pays qui a donné plus de 8 millions de vie à la guerre victorieuse contre le nazisme pourrait-il soutenir le nazisme ? Comment pourrais-je, moi, être un nazi ? Demandez cela à mon grand-père. Il a passé toute la guerre dans l'infanterie de l'armée soviétique. Il est mort en colonel dans une Ukraine indépendante. »

« Aux accusations de nazisme, Zelensky choisit de répondre par l'Histoire et non par l'identité. Au moment où la mort est aux portes de son pays, il choisit sciemment de ne faire qu'une allusion très discrète à son appartenance ethnique alors qu'elle souligne, à elle seule, le caractère absurde et outrageusement mensonger des prétextes utilisés par le président russe pour justifier l'invasion de l'Ukraine. Les trois frères du grand-père de Zelensky ont été exécutés durant la Shoah. Son grand-père a servi dans les rangs de l'Armée rouge, celle-là même qui libéra Auschwitz. Volodymyr Zelensky ne parle que très rarement de cette part de son identité. Être juif en Ukraine soviétique et postsoviétique n'est ni un détail de l'Histoire, ni un détail de son histoire »(1).

« L'habit ne fait pas le moine mais il fait l'homme du monde », Claude Aveline

Avant toute chose et comme dans la majorité de ses apparitions, une attention toute particulière est portée à la mise en scène de son discours pour lequel il se présente : « dans un costume sombre, sous une lumière un peu tamisée, devant un drapeau et une carte de son pays »(1). Depuis le 24 février, Volodymyr Zelensky préfère ainsi à ses anciens complets bleus des tee-shirt kaki dévoilant ses biceps. Un changement de style radical et détonnant face aux habituels costumes luxueux toujours arborés par Vladimir Poutine. Selon Rebecca Arnold, historienne de la mode et professeure au Courtauld Institute of Arts de Londres, « c'est une sorte d'uniforme informel ». Outre sa dimension martiale, la tenue de camouflage souligne en effet une communication parfaitement maîtrisée fondant forme et fond, apparence et substance. Nouveau symbole national, le président apparaît toujours calme, ne cille presque pas sur le champ de bataille ni lorsque la mort le talonne. Ses vidéos Instagram le montrent entouré de ses élus pour rassurer sa population et ses paroles, parfois cinglantes, adoptent un vocabulaire belliqueux et des formules inspirantes. Discours qu'il recense par ailleurs dans un unique ouvrage, Pour l'Ukraine, publié en 2022 à la vue du monde entier. Barbe naissante, haut vert olive moulant ciglé 5.11 Tactical, Zelensky, d'acteur à président, incarne désormais le chef de guerre.

Zelensky, métonymie de l'Ukraine

Des vêtements décontractés qui le rendent « cool » auprès de la jeunesse et le rapprochent des combattants ukrainiens au front. **Un message fort, à la fois pour son peuple mais également pour les autres chefs d'Etat qu'il n'a pas peur d'impliquer** : « *Ce pas pourrait marquer le début d'un immense conflit sur le continent européen* ». Car dorénavant, Zelensky est l'Ukraine et ne se contente plus de la diriger. La nation ukrainienne, c'est à lui de l'incarner et de la porter. « *Officiellement, c'était la rencontre de trois leaders mais je peux dire avec certitude que je représentais l'Ukraine et que je n'étais pas le seul à le faire puisqu'avec moi il y avait tous les Ukrainiens dont je ressentais le soutien* », déclarait-il déjà lors du Sommet au format dit de Normandie le 9 décembre 2019(7). **A chacune de ses allocutions, le président prend soin de toujours mettre en exergue sa relation avec ses citoyens, voire de les mettre en avant eux plutôt que lui.** « Refuser d'être idolâtré tout en œuvrant pour plaire est une constante chez cet homme »(1), relève Gallagher Fenwick. Une manière aussi d'émouvoir ses interlocuteurs grâce à une savante maîtrise de l'art rhétorique.

Raconter l'Histoire par les mots

Volodymyr Zelensky s'appuie ainsi toujours sur les chiffres pour accréditer sa parole : « *Nous avons 2 000 kilomètres de frontière en commun. Vos troupes sont massées le long de cette frontière. Près de 200 000 soldats, des milliers de véhicules militaires* », précise-t-il dans son discours. Il n'hésite pas non plus à convoquer l'**histoire de tous** – mêlant savamment logos, pathos et ethos – celle de son pays étant au centre du conflit russo-ukrainien, sans cesse remise en cause : « *On vous dit que cette flamme est celle de la libération du peuple ukrainien. Mais le peuple ukrainien est libre. Notre nation connaît son passé et construit son futur* ». Et à lui d'« évoquer Pearl Harbor devant le Congrès américain, Verdun à l'Assemblée nationale ou les procès de Nuremberg tandis qu'il réclame depuis septembre 2022 la création d'un “tribunal spécial” chargé de juger le “crime d'agression”. »(8). Lors de ses prises de parole, le président de l'Ukraine a ainsi pour habitude d'adapter son message aux destinataires en utilisant un référentiel qui leur est familier. Une tactique communicationnelle concluante que le politologue Pascal Boniface assimile à des « frappes chirurgicales », à la fois ciblées et incisives lui permettant de créer un pont relationnel, un lien empathique entre un pays aussi lointain que l'Ukraine et le reste du monde.

Une proximité pour toucher loin

Sa force, s'il fallait encore le démontrer, réside donc dans sa communication, son approche de l'autre, sa capacité à convoquer les « éléments affectivo-corporels du jeu d'acteur pour stimuler les cordes sensibles de ses destinataires. Le président est un ancien comédien, formé à la maîtrise du ton, de la gestuelle et d'une voix posée correctement. »(9) Les apparitions a priori désinvoltes de Zelensky sont donc tout sauf

anodines, de même que l'usage du russe pour atteindre une plus grande communauté - en particulier le peuple de Poutine - que ses expressions faciales moins « officielles », « sérieuses » ou « professionnelles » que d'autres chefs d'Etat. Lui privilégie au contraire des traits d'humour et n'hésite jamais à demander ouvertement l'aide d'autres pays, ce à quoi ne voudra jamais explicitement s'abaisser l'actuelle Fédération de Russie par exemple, ni même la plupart des grandes puissances mondiales.

La diplomatie du rêve

Toutefois, « l'heure est à l'amertume en Ukraine : la contre-offensive menée contre l'armée russe pour récupérer les territoires occupés a échoué ; Kiev, malgré l'aide occidentale, est confronté à une longue et sanglante guerre d'attrition et à la lassitude croissante de ses alliés ; et le président Zelensky doit composer avec une scène politique intérieure de plus en plus fracturée. »(10) Malgré la libération de Kherson et de la région de Kharkiv et alors que le dirigeant souhaitait au 1er janvier une « *Bonne année ! L'année de notre victoire !* », les propos du commandant en chef des forces armées ukrainiennes, Valeriy Zaloujny, étaient quant à eux bien différents. A l'hebdomadaire *The Economist*, il déclarait en effet que le combat était « dans une impasse ». Des déclarations qui s'inscrivent à contre-courant de la communication optimiste stratégique du président. « *Il se dit que, si l'Occident pense que l'Ukraine n'a aucune chance, ses alliés pourraient l'obliger à accepter des "négociations de paix".* »(10) Depuis le début de la guerre, ce sont donc des messages porteurs d'espoirs que Volodymyr Zelensky partage, la tactique étant d'entretenir le rêve à tout prix. Mais cela fait près d'une décennie que l'Ukraine est en guerre depuis l'annexion de la Crimée et aussi bien le peuple que les aides internationales s'essoufflent. Raison vraisemblablement à l'origine des multiples déplacements (Allemagne, France, Etats-Unis) actuellement entrepris par le dirigeant. Pour la journaliste ukrainienne Svitlana Morenets, « *le président ukrainien devrait parler franchement des sacrifices requis pour repousser les forces russes pendant une année de plus* » et enfin « *dire la vérité sur l'enlisement* »(10).

Homme plutôt que président

En quelques mots et pour résumer la diplomatie de ce chef d'Etat hors du commun, il convient de souligner son talent à, précisément, ne pas s'enfermer dans un carcan présidentiel. Zelensky a une nature d'acteur qu'il ne renie pas. Il place celle-ci, bien au contraire, à l'épicentre même de sa diplomatie pour jouer au travers des petits écrans et porter au théâtre du monde le terrible spectacle qui s'exécute en coulisse. Une façon aussi de permettre à chaque Ukrainien de s'assimiler à lui et, pour chaque non Ukrainien, de voir à travers sa position un homme accessible plutôt qu'une figure présidentielle inatteignable, un visage amical avec lequel personne n'hésiterait à sympathiser. Prouesse technique dont il est le maître et que Gallagher Fenwick dépeint

en ces lignes, éloquentes :

« *Maîtrisant les codes d'une communication digitale dont il use pour galvaniser une résistance aussi féroce que dérisoire face à la démesure d'un agresseur colossal, Zelensky est devenu le visage d'une nation assiégée et prête à se battre jusqu'au bout. Devant un parlement européen médusé face au retour de la tragédie sur son sol, sa voix éraillée, déterminée force le respect de son auditoire et arrache des larmes à l'interprète qui traduit de l'ukrainien vers l'anglais.*

Avant de se lever, l'orateur lève un poing serré, symbole de la lutte antifasciste »(1).

par Marie-Victoire Barbaret

Références

- (1) FENWICK, Gallagher, 2022, *Volodymyr Zelensky: L'Ukraine dans le sang*, Editions du Rocher
- (2) Première apparition du terme “diplomatie” dans le journal Le Moniteur universel de Paris en 1790 avant d’être intégré au Dictionnaire de l’Académie française, huit ans plus tard.
- (3) DEPRET, François, 1945, Les origines de la diplomatie, *Le Monde*
- (4) DELCORDE Raoul, « Chapitre 1. Naissance de la diplomatie moderne », dans : , *La diplomatie d'hier à demain. Essai politique*, sous la direction de DELCORDE Raoul. Wavre, Mardaga, « Histoire & Actualité », 2021, p. 17-32.
“L'Encyclopédie Larousse nous propose une triple définition de la diplomatie. C'est d'abord une « action et manière de représenter son pays auprès d'une nation étrangère et dans les négociations internationales » ; c'est ensuite la « politique extérieure d'un pays, d'un gouvernement » ; c'est enfin la « branche de la science politique qui concerne les relations internationales ». Ce sont là trois approches différentes.”
- (5) ROSENAU, N. James, 1992, Le Nouvel ordre mondial : Forces sous-jacentes et résultats. *Études internationales*, 23(1), 9–35.
« Mot créé à partir de la dynamique décentralisatrice de la fragmentation et de la dynamique centralisatrice de l'intégration »
- (6) President of Ukraine Official Website, 2020, *Volodymyr Zelenskyy: Dlia app is the first step towards building a state-service*
- (7) ELYSEE, 2019, Conférence de presse à l'issue du Sommet au format dit "Normandie", [vidéo en ligne], Disponible sur : https://www.youtube.com/watch?v=k03Pz7kPz_Q
- (8) CALAUZÈNES, Jérôme, et al. 2024, *Actualité 2023-2024*, Vuibert
- (9) HAMON, Amandine, 2022, Les mots comme des armes, *La Presse*
- (10) Courrier International, 2023, *Zelensky : l'heure du doute*, N°1727

Le soutien occidental : une efficacité nuancée ?

Introduction

Le 1er février 2024, “l'unité européenne a prévalu au Conseil européen”(1) commente Stéphane Séjourné, Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères en France, à propos du déblocage d'une aide de 50 milliards d'euros supplémentaires pour soutenir l'Ukraine. Ce message clair envoyé par l'Union européenne (UE) tend à réaffirmer le soutien occidental et l'engagement continu de celle-ci envers l'Ukraine, à l'heure où le pays fait face à des défis considérables et où la rumeur d'une lassitude de l'Occident se répand(2). Depuis le début du conflit russo-ukrainien, les tensions n'ont cessé de croître, avec une escalade des combats et un nombre croissant de victimes civiles. Les nouvelles dynamiques du conflit depuis janvier 2024 ont été marquées par une intensification des offensives russes dans l'est de l'Ukraine, et par des tentatives de déstabilisation de la région. De plus en plus, le soutien occidental à l'Ukraine revêt une importance cruciale pour la stabilité de la région et plus particulièrement pour l'issue du conflit. Ainsi, au milieu des craintes d'un abandon de l'Occident, se discerne une volonté de “confirmer la clarté”(1) du signal politique de décembre 2023, où la Moldavie et l'Ukraine se sont vus accorder l'ouverture des négociations d'adhésion à l'UE. “La Russie ne peut pas compter sur une quelconque fatigue des Européens dans leur soutien à l'Ukraine”(1) semble être le nouveau credo de cette année 2024.

Malgré les nombreux défis rencontrés, affirmer que le soutien occidental à l'Ukraine a faibli ne semble pas être fidèle à la réalité. En plus de l'aide financière de l'UE, les États-Unis, le Canada et d'autres pays occidentaux ont réaffirmé leur soutien à l'Ukraine, en condamnant les actions de la Russie et en appelant à des mesures plus fermes pour endiguer l'attitude russe. C'est le cas de l'Allemagne par exemple, actuellement 6ème contributeur (3), qui souhaite doubler son aide militaire, en portant à plus de 8 milliards d'euros (4), alors même qu'un an auparavant, en janvier

2023, cette dernière avait été fortement critiquée quant à sa frilosité concernant la livraison supplémentaire de chars Leopard II (5). La situation en Ukraine demeure ainsi une priorité pour la communauté internationale, qui continue d'apporter, au moins, un soutien politique et symbolique au pays. Bien que l'Europe semble déterminée à dépasser les obstacles rencontrés, telle que l'opposition initiale de Viktor Orban (6), la question des subventions à l'Ukraine reste incertaine pour le futur, notamment en ce qui concerne les Etats-Unis. En effet, la réticence grandissante du parti Républicain à maintenir un soutien actif à l'Ukraine soulève des inquiétudes quant à la solidité de l'appui occidental à l'avenir. Mais selon Joe Biden lui-même, "Soutenir ce projet de loi [d'aide], c'est s'opposer à Poutine. S'y opposer, c'est faire le jeu" du président russe, a-t-il déclaré début février devant le Congrès américain (7). Alors que l'année 2023 a été marquée par des signes de division au sein de l'Occident, l'année 2024 semble montrer un renouveau de solidarité envers l'Ukraine.

A travers cet article, nous explorerons les enjeux et les perspectives liés au soutien occidental futur à l'Ukraine, en analysant les récentes dynamiques géopolitiques dans la région et leurs implications pour les relations entre l'Ukraine et l'Occident. Les enjeux du soutien occidental à l'Ukraine restent cruciaux pour l'avenir de la région - il est essentiel de surveiller de près l'évolution des engagements des différents acteurs occidentaux envers l'Ukraine, à la lumière des prochaines échéances électorales.

L'élan de soutien initial vis-à-vis de l'Ukraine

Tout d'abord, il paraît important de rappeler brièvement les faits précédant la guerre russo-ukrainienne. Le 21 février 2022, le président russe a apposé sa signature sur un décret reconnaissant la souveraineté de deux territoires sécessionnistes de l'Est de l'Ukraine : la République populaire de Donetsk et de la République populaire de Louhansk, désormais considérées comme des États indépendants aux yeux de la Russie. Dans la foulée, le 22 février 2022, des traités d'amitié et d'assistance mutuelle ont été ratifiés par la Chambre haute du Parlement fédéral russe, officialisant ainsi les liens entre la Russie et chacun de "ces États nouvellement reconnus". Le 24 février 2022, la situation a pris un tournant dramatique avec le déclenchement d'une "opération militaire spéciale" russe contre l'Ukraine. Les forces armées russes ont pénétré le territoire ukrainien marquant le début d'un conflit armé aux implications régionales et internationales majeures. Cet affrontement s'inscrit dans un contexte d'instabilité régionale dû aux velléités territoriales et identitaires russes, déjà significatives en 2008 avec les conflits de l'Ossétie du Sud et d'Abkhazie en Géorgie mais aussi en 2014 avec le rattachement de la Crimée.

Dès lors, au déclenchement du conflit russo-ukrainien le 24 février 2022, l'Occident a réagi avec une fermeté unie, affirmant son engagement immédiat envers la stabilité de la région. Les premiers jours du conflit ont été marqués par des déclarations véhémentes de gouvernements occidentaux, condamnant sans équivoque la Russie. Le Président américain, Joe Biden, a notamment déclaré : “Au nom du ciel, d'où est-ce que Poutine pense tenir le droit de reconnaître de soi-disant nouveaux pays sur un territoire appartenant à ses voisins ? Il s'agit d'une violation flagrante du droit international, exigeant une réponse ferme de la communauté internationale.” (8) L'accent est ici mis sur les allégations de violations du droit international et il est intéressant de comparer ce discours avec les discours des pays d'Europe de l'Est, car, comme mentionné ci-dessus, les enjeux sont bien différents. Par exemple, le 24 février 2022, le Ministère des Affaires Étrangères polonais condamne fermement l'attitude russe envers l'Ukraine, l'accusant de « détruire les fondements de l'architecture de sécurité moderne » (9) en tentant de modifier les frontières par la force armée. Il y a cette notion de violation du droit international bien sûr, mais celle-ci est supplantée par l'idée d'une menace pour l'équilibre fragile de la sécurité européenne, voire mondiale.

Qui plus est, dans cet élan de solidarité d'abord politique et diplomatique, les organisations internationales ont également réagi dès le début du conflit. Zbigniew Rau, alors ministre polonais des affaires étrangères, condamne, le 24 février, l'agression russe en Ukraine, en sa qualité de président de l'OSCE, et réaffirme le rôle de l'organisation dans la facilitation du dialogue (10). Le même jour, la séance plénière d'ouverture de la session d'hiver de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE a été centrée sur la crise en Ukraine. Z. Rau, ainsi que d'autres dignitaires, ont exprimé leur inquiétude face au conflit russo-ukrainien et à la détérioration de la sécurité en Europe. L'Occident a véritablement intensifié ses efforts pour isoler la Russie sur la scène internationale : des réunions d'urgence au sein des instances internationales telles que l'ONU et l'OTAN ont coordonné des réponses unanimes. Ces efforts ont même abouti à l'exclusion, ou au retrait selon les divergences d'opinion, de la Fédération de Russie du Conseil de l'Europe le 16 mars 2022, après 26 ans d'appartenance à cette organisation intergouvernementale (11).

Cette condamnation politique unanime a été rapidement suivie d'actions concrètes dans le but d'affirmer ce soutien indéfectible de la communauté internationale. Dans un premier temps, il y a eu des sanctions économiques et financières. L'UE par exemple a promptement mis en place des sanctions économiques et individuelles contre la Russie, totalisant à ce jour 13 paquets de sanctions, soulignant ainsi son rejet catégorique du conflit et démontrant sa volonté “d'imposer à la Russie de lourdes conséquences pour ses actions et de contrer efficacement les capacités de la Russie à poursuivre l'agression.”(12). Ces paquets de sanctions, existant depuis 2014, ont cependant été

intensifiés en 2022 : en l'espace d'une semaine, entre le 23 février et le 28 février, 3 paquets de sanctions successifs ont été votés. Le 9 mars, les mesures de l'Union européenne s'étendent même à la Biélorussie, "petit frère" russe, qui après avoir caché son implication dans le déclenchement de la guerre, a avoué avoir autorisé les forces armées russes à entrer en Ukraine et avoir accepté l'organisation d'une riposte aérienne russe à partir de son territoire. Les conséquences de cette guerre, et les réactions, sont finalement diverses et multidimensionnelles.

En effet, la guerre russo-ukrainienne engendre également une grave crise humanitaire, provoquant la migration forcée de près de 6,5 millions de réfugiés ukrainiens (13) et le déplacement de près de 5 millions de personnes (13), et entraînant la mise en place de nombreux plans d'accueil et d'aide. Dès le lendemain de l'arrivée des forces russes, le 25 février 2022, le gouvernement polonais a par exemple initié un mécanisme de coordination de l'aide humanitaire en réponse à la situation en l'Ukraine. Cela a encouragé la coopération entre citoyens, collectivités locales, entreprises et organisations, offrant un soutien matériel, un logement, des moyens de transport, et incitant à l'implication bénévole (14). Ceci est d'autant plus important que la majorité des ukrainiens ont transité par la Pologne, presque 17 millions de personnes ont en effet traversé la frontière polono-ukrainienne depuis 2022 (13), et qu'à l'heure actuelle, presque 1 million de réfugiés y réside, soit environ 2,6% de la population. La réponse humanitaire a bien sûr été européenne mais aussi internationale : un plan régional de réponse pour les réfugiés ayant été mis en place par l'UNHCR début mars 2022. Ce soutien humanitaire étant largement soutenu par l'opinion publique internationale, il trouve une résonance dans des manifestations de soutien populaire à travers le monde. Cela témoigne d'un rejet collectif de l'agression russe et d'une solidarité avec le peuple ukrainien.

Enfin, les pays occidentaux ont également exprimé leur engagement militaire envers l'Ukraine, effectuant des livraisons d'aide militaire comprenant des armes légères et du matériel de communication, renforçant ainsi la capacité de défense ukrainienne. Malgré cette aide militaire, l'Ukraine exhorte depuis 2022 ses alliés à lui fournir plus d'armes, plus d'équipements. Vœu qui semble exaucé en 2024 pour le président ukrainien, le Danemark ayant décidé de lui envoyer toute son artillerie militaire (15).

En résumé, le début du conflit russo-ukrainien en février 2022 a suscité une réponse immédiate et unie de la part de l'Occident, mettant en évidence une solidarité renforcée face à une crise géopolitique majeure. Les actions rapides, les déclarations fortes et les engagements militaires ont jeté les bases d'une réponse collective qui, bien que confrontée à des défis, a établi les fondements d'une solidarité occidentale envers l'Ukraine.

Un bloc de soutien occidental qui s'ébranle - été 2023

L'été 2023, quant à lui, a été le théâtre de fissures au sein du bloc de soutien occidental envers l'Ukraine, révélant des défis géopolitiques et politiques complexes. Parmi les épreuves les plus notables, la rupture temporaire des relations entre la Pologne et l'Ukraine, conséquence d'un différend commercial majeur autour du blé ukrainien. Dans le même temps, les élections pro-russes en Lituanie et la montée de l'extrême droite aux Pays-Bas, en automne, ont renforcé les inquiétudes au sein du bloc occidental, menaçant la cohésion régionale et la fermeté des positions anti-russes.

Du côté de l'aide international, le soutien financier américain à l'Ukraine a montré des signes de fléchissement, alimentant des inquiétudes quant à la constance de l'appui occidental. Des changements politiques aux États-Unis, associés à des débats internes sur la priorité des engagements internationaux, ont conduit à des réductions budgétaires, impactant directement le financement destiné à l'Ukraine. Simultanément, les avancées russes sur le plan militaire ont ajouté une dimension critique à la situation. Les forces russes ont intensifié leurs opérations dans l'est de l'Ukraine, suscitant des préoccupations en matière de sécurité et de stabilité régionale pour l'Occident. Ces avancées ont souligné la nécessité pour le bloc occidental de réévaluer ses stratégies et de renforcer sa solidarité face à une Russie de plus en plus assertive.

Ces évolutions soulignent les complexités auxquelles est confrontée la solidarité occidentale et mettent en évidence la nécessité d'une réflexion approfondie sur les dynamiques en jeu dans la région.

Etude de cas sur les relations polono-ukrainiennes

Dès le début de la guerre en février 2022, Zbigniew Rau oriente la politique de la Pologne en faveur de l'Ukraine, en lui apportant un soutien militaire, financier, politique et humanitaire, et en se montrant très ferme avec la Russie. Jusque-là quelque peu marginalisée sur la scène internationale, la Pologne voit dans cette crise une opportunité de renforcer sa crédibilité et de se positionner comme un acteur clé dans la région. Les intérêts des polonais sont en effet multiples : instrumentalisation de la guerre russo-ukrainienne dans la rivalité polono-russe (16) ; présentation du modèle polonais comme exportateur de stabilité ; lutte contre un impérialisme russe anti-occidentale ; soutien de l'Ukraine comme « pivot stratégique » (17).

Dans un premier temps, il est possible d'observer un soutien total et infaillible apporté à l'Ukraine. Le gouvernement polonais tente d'universaliser les enjeux en présentant cette agression comme un véritable bouleversement de la sécurité européenne et mon-

diale. Pour lui, l'impérialisme russe ne va pas se limiter à l'Ukraine et il plaide ainsi pour le renforcement du rôle de l'UE dans la défense européenne, une UE qui s'étendrait jusqu'à Kiev. Cette aide immédiate de la Pologne pour l'Ukraine, symbolisé sur les réseaux sociaux par le hashtag #FirstToHelp, contribue au « retour en grâce de la Pologne » (18). Longtemps marginalisée en raison de sa politique illibérale, la Pologne semble redevenir un acteur incontournable en Europe orientale depuis 2022, agissant comme un contrepoids face aux positions occidentales plus modérées, comme l'Allemagne.

Pour la Pologne, la guerre en Ukraine est un élément majeur de redéfinition de l'ordre international. Elle représente une opportunité stratégique de renforcer sa position sur la scène internationale, comme acteur crédible en Europe orientale. Dans un second temps, la guerre met en exergue l'importance d'une coopération internationale, mais surtout européenne pour bâtir une nouvelle architecture de sécurité. Zbigniew Rau parle notamment de l'émergence d'une « constellation géopolitique dans l'est de l'Europe » (19) qui doit être intégrée, coûte que coûte, à l'UE et à l'OTAN. Dans un troisième temps, il apparaît nécessaire selon lui d'adopter une position ferme et sans équivoque vis-à-vis de la Russie, véritable menace pour la stabilité.

Pourtant, dès la fin de l'été 2023, la solidarité polonaise s'effrite sur fond de désaccords économiques, causés par l'exportation de céréales ukrainiennes, provoquant une grave crise diplomatique et faisant peser des doutes sur la pérennité du soutien occidental (20). L'ajustement stratégique de la Pologne apparaît comme un changement de paradigme dans la politique étrangère polonaise, et est même qualifiée de "trahison polonaise" (21). En effet, le 21 septembre 2023, le gouvernement polonais annonce stopper toute livraison d'armes à l'Ukraine, suite à une dégradation dramatique des relations polono-ukrainiennes provoquée par l'embargo d'avril 2023 sur les céréales ukrainiennes. Ce différend a été aggravé petit à petit par le refus russe de renouveler l'accord d'exportation de céréales le 17 juillet 2023, la plainte déposée par l'Ukraine devant l'OMC le 18 septembre et le contexte duel de contre-offensive ukrainienne et d'élections législatives polonaises cruciales.

Les positions successives de la Pologne reflètent la nécessité d'une réponse adaptative face à une crise en constante évolution. Ici, il faut prendre en compte le contexte politique intérieur. Z. Rau l'affirmait le 3 octobre 2023 dans un entretien avec le journal polonais *W Polityce* (22) : le gouvernement a besoin du soutien de sa population, à majorité agricole, et doit préserver ses propres intérêts nationaux. Il commente son absence à la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'UE en déclarant qu' « en ce qui concerne les relations entre la Pologne et l'Ukraine, nous entrons dans une période de déclin économique et mon absence en est en partie l'exp-

ression.» (22). Bien que la Pologne préserve un intérêt stratégique commun avec l'Ukraine, les intérêts nationaux polonais divergent de ceux ukrainiens, sur la question du transit des céréales ukrainiennes, et cela « secoue » fortement le soutien de l'opinion publique polonaise.

Quelques mois après le début des tensions, une solution semble avoir été trouvée début décembre 2023. Les autorités de Kiev et de Varsovie ont convenu d'ouvrir une voie supplémentaire dédiée aux camions vides en provenance d'Ukraine et à destination de la Pologne (23). Cette mesure vise à remédier au blocage persistant de la frontière, causé par un mouvement de protestation des chauffeurs routiers polonais, paralysant ainsi les principaux points de passage depuis plus de trois semaines. Le rétablissement du dialogue polono-ukrainien, couplé au changement de gouvernement polonais présidé par Donald Tusk, permettent de relancer le couple polono-ukrainien et de rétablir le soutien. La Pologne conserve sa volonté de stabiliser la région, en se tournant aussi vers ses alliés franco-allemands pour faire revivre le triangle de Weimar et contrer la Russie (24).

Une exception américaine : sous Biden et sous Trump ?

Les États-Unis, en tant que première économie mondiale et membre permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU, jouent également un rôle significatif au sein de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Grâce à leur participation active, ils peuvent déployer des bases militaires à l'échelle mondiale, leur offrant une marge de manœuvre considérable. L'expansion de l'OTAN vers les pays d'Europe orientale, notamment l'intégration des Pays Baltes en 2004 et de la Finlande en début d'année 2023, a suscité des critiques virulentes de la part du Kremlin, considérant l'OTAN comme un instrument servant les ambitions impérialistes américaines. Dans le contexte du conflit entre la Russie et l'Ukraine, débuté en février 2014 avec la crise de Crimée, et devenu une guerre de haute intensité à partir du 24 février 2022, il est pertinent d'analyser l'attitude des États-Unis. Au cours des deux dernières années, les États-Unis ont été le plus grand contributeur à l'Ukraine, fournissant une assistance financière, militaire et humanitaire. Depuis février 2022, avec l'intensification du conflit, les États-Unis ont exprimé de manière constante leur soutien à l'autodétermination des Ukrainiens, aux valeurs démocratiques, et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine.

Cependant, l'analyse de la politique étrangère américaine nécessite une mise en perspective des choix de Joe Biden en collaboration avec d'autres institutions du pouvoir politique, telles que le Congrès et la Chambre des Représentants. En effet, en mars 2022, Joe Biden a signé une loi octroyant 13,6 milliards de dollars d'assistance à l'Ukraine. Cependant, après les élections de mi-mandat en 2023, la Chambre des Rep-

résentants à majorité républicaine a mis en difficulté la politique de soutien à Kiev. Les tensions ont atteint leur paroxysme une première fois en octobre 2023, et puis une seconde fois en novembre 2023, lorsque le budget fédéral a failli ne pas être voté et ainsi provoquer un “shutdown”, à cause de l'aide ukrainienne, mettant en lumière les divisions au sein du Parlement américain. Le président de la Chambre des Représentants, Mike Johnson, s'est notamment prononcé contre une aide importante à l'Ukraine. Toutes ces critiques ont alimenté un mécontentement croissant à l'égard de la politique de Joe Biden, perçue comme insatisfaisante.

En comparaison avec son prédécesseur Donald Trump, Biden a profondément impliqué les États-Unis dans les affaires mondiales, suscitant des remises en question et une montée de popularité de Trump. En cas de réélection de Donald Trump en 2024, l'Ukraine et ses alliés craignent un arrêt du soutien à l'Europe. Lors d'un rassemblement électoral en Caroline du Nord le 10 février, Donald Trump, candidat à un second mandat et actuellement en tête des sondages, a affirmé que sous son leadership, les États-Unis ne défendraient pas les membres de l'OTAN qui ne contribuaient pas suffisamment financièrement à leur défense. Il a même laissé entendre qu'il encouragerait la Russie à les attaquer (25). Ainsi, pendant longtemps, même sous la présidence de Trump (2017-2021), les Européens ont été en proie à des illusions, à la fois sur la réalité de la menace russe et sur la prééminence de la protection inconditionnelle des États-Unis au sein d'une Alliance conçue il y a près de soixante-quinze ans, dans un contexte international radicalement différent.

Conclusion

La situation actuelle révèle les interactions complexes des relations internationales de l'Ukraine, impliquant à la fois ses alliés européens mais aussi outre-atlantiques et mondiaux. Après une période de tensions, surtout conjoncturelles, à l'été 2023, l'année 2024 semble être marquée par un renouveau du soutien à l'Ukraine, deux ans après le conflit russo-ukrainien. Cette volonté de renforcement peut notamment être liée à la volonté d'une unification européenne pour former un front uni, contre la Russie mais aussi contre les potentielles déstabilisations du soutien à l'Ukraine. Les dissensions au sein du gouvernement américain pouvant avoir des répercussions significatives sur l'équilibre géopolitique de la région, la pérennité de la solidarité occidentale émerge par conséquent comme un enjeu majeur (26). La cohérence et la fermeté des alliances occidentales sont cruciales pour dissuader toute escalade des hostilités et maintenir la stabilité régionale.

Il est impératif de suivre de près l'évolution de ces relations, en tenant compte des scénarios potentiels qui pourraient se dessiner. Les décisions politiques aux États-Unis, les tensions croissantes avec la Russie et les réalignements possibles au sein de l'OTAN peuvent tous influencer de manière significative l'avenir de la région (27). Anticiper ces développements est crucial pour préserver la paix dans cette zone stratégique, tout en favorisant des relations internationales basées sur le dialogue et la coopération, éléments qui seront d'autant plus importants pour les futures relations russo-ukrainiennes et les discussions de différents thèmes, comme la reconstruction de l'Ukraine (28) et de la Russie d'après guerre.

par Margot Legrand

Références

- (1) Prononcé le 1 février 2024 - Emmanuel Macron 01022024 Union européenne | vie-publique.fr, [en ligne]. Disponible à l'adresse : <http://www.vie-publique.fr/discours/292886-emmanuel-macron-01022024-union-europeenne>
- (2) Ukraine : l'inquiétante lassitude des Occidentaux - Sens public, 2024 Public Sénat [en ligne]. Disponible à l'adresse : <https://www.publicsenat.fr/emission/sens-public/ukraine-linquietante-lassitude-des-occidentaux-e0>
- (3) MAILLOT, Hugues, 2023. Que pesait le soutien militaire polonais à l'armée ukrainienne ? Le Figaro [en ligne]. 21 septembre 2023. Disponible à l'adresse : <https://www.lefigaro.fr/international/que-pesait-le-soutien-militaire-polonais-a-l-armee-ukrainienne-20230921>
- (4) PIETRALUNGA, Cédric, RICARD, Philippe et WIEDER, Thomas, 2024. A Paris et à Berlin, Volodymyr Zelensky obtient un appui militaire inédit dans la guerre contre la Russie. Le Monde.fr [en ligne]. 17 février 2024. Disponible à l'adresse : https://www.lemonde.fr/international/article/2024/02/17/ukraine-a-paris-et-berlin-volodymyr-zelensky-obtient-un-appui-militaire-inedit-dans-la-guerre-contre-la-russie_6216988_3210.html
- (5) ZBIGNIEW RAU [@RAUZBIGNIEW], 2023. Arming Ukraine in order to repel the Russian aggression is not some kind of decision-making exercise. Ukrainian blood is shed for real. This is the price of hesitation over Leopard deliveries. We need action, now. X (anciennement Twitter) [en ligne]. 20 janvier 2023. Disponible à l'adresse : <https://twitter.com/RauZbigniew/status/1616478868407287811>
- (6) LABEYRIE, Isabelle, 2023. OTAN : les alliés réaffirment leur soutien à l'Ukraine mais des tensions apparaissent. Franceinfo [en ligne]. 30 novembre 2023. Disponible à l'adresse : https://www.francetvinfo.fr/replay-radio/le-monde-est-a-nous/otan-les-allies-reaffirment-leur-soutien-a-l-ukraine-mais-des-tensions-apparaissent_6185964.html
- (7) EL MOSSELLI, Sabrina, 2024. REPLAY. Guerre en Ukraine : le fait de s'opposer à l'aide pour Kiev, c'est « faire le jeu de Vladimir Poutine », selon Joe Biden. ladepeche.fr [en ligne]. 6 février 2024. Disponible à l'adresse : <https://www.ladepeche.fr/2024/02/06/guerre-en-ukraine-laide-a-kiev-au-coeur-dune-visite-dolaf-scholz-a-washington-11746957.php>
- (8) SMOLAR, Piotr, 2022. Crise ukrainienne : les Etats-Unis défendent leur stratégie de sanctions graduelles contre la Russie. Le Monde.fr [en ligne]. 23 février 2022. Disponible à l'adresse : https://www.lemonde.fr/international/article/2022/02/23/les-etats-unis-defendent-leur-strategie-de-sanctions-graduelles-contre-la-russie_6114864_3210.html

(9) MFA statement on Russia's armed aggression against Ukraine - Ministry of Foreign Affairs Republic of Poland - Gov.pl website, Ministry of Foreign Affairs Republic of Poland [en ligne]. 24 février 2022. Disponible à l'adresse :

<https://www.gov.pl/web/diplomacy/mfa-statement-on-russias-armed-aggression-against-ukraine>

(10) RAU, Zbigniew [@RauZbigniew]. "I strongly condemn Russia's military action against Ukraine. Not only is it a grave breach of OSCE principles, more importantly ...". X (anciennement Twitter). 24 février 2022. Disponible sur :

<https://twitter.com/RauZbigniew/status/149672694943105843624>

(11) La Fédération de Russie est exclue du Conseil de l'Europe, Conseil de l'Europe [en ligne]. 16 mars 2022. Disponible à l'adresse : <https://www.coe.int/fr/web/portal/-/the-russian-federation-is-excluded-from-the-council-of-europe>

(12) Le point sur les sanctions de l'UE contre la Russie. Consilium europa [en ligne]. 6 février 2024. Disponible à l'adresse :

<https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/sanctions/restrictive-measures-against-russia-over-ukraine/sanctions-against-russia-explained/>

(13) Situation Ukraine Refugee Situation, Data UNHCR [en ligne]. Disponible à l'adresse : https://data.unhcr.org/fr/situations/ukraine_gl=1*1b4utex*_ga*MTY2MjQ4MDUwMC4xNzA3OTg1NzMz*_ga_RDNCXLXWYH*MTcwNzk4NTczMi4xLjEuMTcwNzk4NTg1Mi4yNy4wLjA.*_rup_ga*MTY2MjQ4MDUwMC4xNzA3OTg1NzMz*_rup_ga_EVDQTJ4LMY*MTcwNzk4NTczMi4xLjEuMTcwNzk4NTg1Mi4wLjAuMA..#_ga=2.208192722.130977768.1707985733-1662480500.1707985733

(14) #PomagamUkrainie - coordination de l'aide humanitaire - Ministère des Affaires Etrangères - Portal Gov.pl, Ministerstwo Spraw Zagranicznych [en ligne]. 25 février 2022. Disponible à l'adresse : <https://www.gov.pl/web/dyplomacja/pomagam-ukrainie-koordynacja-pomocy-humanitarnej>

(15) Victor Pinchuk Foundation. Denmark sending its « entire artillery » to Ukraine – video. *the Guardian* [en ligne]. 19 février 2024. Disponible à l'adresse : <https://www.theguardian.com/world/video/2024/feb/19/denmark-sending-its-entire-artillery-to-ukraine-video>

(16) ZDROJEWSKI, David, 2014. L'Ukraine : un enjeu crucial dans la rivalité polono-russe. *Cahiers Sens public*. Vol. 17-18, no 1-2, pp. 125-142. DOI [10.3917/csp.017.0125](https://doi.org/10.3917/csp.017.0125).

(17) Discours du ministre Radosław Sikorski lors de la réunion sur la stratégie européenne de Yalta "L'Europe de l'Est et le rôle de l'Ukraine", 17 septembre 2011

(18) IWANIUK, Jakub, 2023. Le retour en grâce de la Pologne, effet collatéral de la guerre en Ukraine. *Le Monde.fr* [en ligne]. 24 mars 2023. Disponible à l'adresse : https://www.lemonde.fr/international/article/2023/03/24/le-retour-en-grace-de-la-pologne-effet-collateral-de-la-guerre-en-ukraine_6166865_3210.html

(19) MANDEVILLE, Laure, 2023. Le ministre polonais des Affaires étrangères au Figaro: «La Pologne a besoin de la France». Le Figaro [en ligne]. 17 mars 2023. Disponible à l'adresse : <https://www.lefigaro.fr/vox/monde/zbigniew-rau-la-pologne-a-besoin-de-la-france-20230316>

(20) VINOGRADOFF, Luc, 2023. Comprendre les tensions entre la Pologne et l'Ukraine, de l'exportation des céréales à l'imbroglio sur les livraisons d'armes. Le Monde.fr [en ligne]. 21 septembre 2023. Disponible à l'adresse : https://www.lemonde.fr/international/article/2023/09/21/de-l-exportation-des-cereales-a-l-imbroglio-sur-les-livraisons-d-armes-comprendre-les-tensions-entre-la-pologne-et-l-ukraine_6190400_3210.html

(21) ROBEQUAIN, Lucie. Guerre en Ukraine : la trahison polonaise. Les Echos [en ligne]. 21 septembre 2023. Disponible à l'adresse : <https://www.lesechos.fr/monde/enjeux-internationaux/guerre-en-ukraine-la-trahison-polonaise-1980554>

(22) Rau: Jeśli chodzi o stosunki Polski z Ukrainą, to wchodzimy w okres dekonunktury. Nie będę suflował władzom w Kijowie, co należy zrobić, W Polityce.pl [en ligne]. 3 octobre 2023. Disponible à l'adresse : <https://wpolityce.pl/polityka/664949-rau-w-relacjach-z-ukraina-wchodzimy-w-okres-dekonunktury>

(23) COLLEN, Vincent, 2023. Ouverture dans la crise entre la Pologne et l'Ukraine. *Les Echos* [en ligne]. 1 décembre 2023. Disponible à l'adresse : <https://www.lesechos.fr/monde/europe/le-bras-de-fer-entre-la-pologne-et-lukraine-se-durcit-2038630> [consulté le 5 décembre 2023].

(24) TUPINIER, Vincent, 2024. France, Pologne et Allemagne relancent le « triangle de Weimar » face à la Russie et aux menaces de Donald Trump. *Touteleurope.eu* [en ligne]. 13 février 2024. Disponible à l'adresse : <https://www.touteleurope.eu/l-ue-dans-le-monde/france-pologne-et-allemagne-relancent-le-triangle-de-weimar-face-a-la-russie-et-aux-menaces-de-donald-trump/>

(25) BAKER, Peter, 2024. Trump's NATO Threat Reflects a Wider Shift on America's Place in the World. *The New York Times* [en ligne]. 15 février 2024. Disponible à l'adresse : <https://www.nytimes.com/2024/02/15/us/politics/trump-nato-threat.html>

(26) POLYAKOVA, Alina et GOLDGEIER, James, 2024. Why NATO Needs Ukraine. *Foreign Affairs* [en ligne]. Disponible à l'adresse : <https://www.foreignaffairs.com/ukraine/why-nato-needs-ukraine> [consulté le 10 février 2024].

(27) LAYA, Arancha González et al., 2024. Trump-Proofing Europe. *Foreign Affairs* [en ligne]. Disponible à l'adresse : <https://www.foreignaffairs.com/united-states/trump-proofing-europe>

(28) Designing Ukraine's Recovery in the Spirit of the Marshall Plan | German Marshall Fund of the United States, [en ligne]. Disponible à l'adresse : <https://www.gmfus.org/news/designing-ukraines-recovery-spirit-marshall-plan>

Tribune libre

L'Ukraine, ou l'échec de l'Occident

Deux ans se sont écoulés depuis que l'armée russe est entrée en Ukraine. L'armée, les services de renseignement et le corps diplomatique russes avaient largement sous-estimé la ferveur et la capacité de résistance des Ukrainiens. Conséquence : sanctions économiques draconiennes contre la Russie, toute coopération unilatéralement suspendue, même dans les domaines scientifique et culturel... La campagne médiatique antirusse battait son plein : «Poutine est malade», «L'économie russe à genou». Dans les médias, le dirigeant russe revêtait désormais l'image de Staline, voire d'Hitler, et la Russie était représentée comme une nouvelle Corée du Nord.

Deux ans sont passés et nous nous retrouvons noyés dans nos préjugés. Or, en deux ans, la campagne de dénigrement antirusse n'a fait que renforcer le soutien à Vladimir Poutine au niveau national. Rappelons-nous que le mur de Berlin est tombé il y a trente ans, la Russie n'est pas la Corée du Nord, la Russie n'est pas un pays ermite et la Russie n'est pas soviétique. Ayons la force d'admettre que la Russie s'est adaptée aux nouvelles contraintes : son armée a consolidé ses acquis, stoppant net toute contre-offensive ukrainienne ; ses hommes d'affaires contournent activement les sanctions. La Russie a pu se targuer d'une croissance du PIB de 3,6% en 2023. La même année, l'économie de la zone euro a progressé de 0,5 % seulement.

La Russie n'a en aucun cas gagné la guerre. Comment expliquer alors que le soutien de l'Occident à l'Ukraine vacille ?

Deux années se sont écoulées et nous assistons à une remise en cause de plus en plus commune de la domination occidentale sur la politique mondiale. Les États-Unis et leurs alliés ont perdu le monopole des interventions armées. La domination financière

de l'Ouest s'est également révélée insuffisante face à la résilience de l'industrie russe dont la production de certaines armes dépasse celle de trente pays de l'OTAN. Et le « Sud global » perçoit ces signaux : s'ensuit alors la solitude idéologique de l'Occident et l'ignorance de son propre isolement. Pendant des années, nous avons eu l'habitude d'exporter nos valeurs, et nous nous attendions à ce que le monde partage l'indignation occidentale à l'égard de la Russie. Quelle déception ! Après le choc initial et les condamnations quasi-unanimes, le soutien à la Russie a commencé à se manifester et il est devenu de moins en moins discret. La plus grande désillusion a certainement été le refus de l'Inde, la plus grande démocratie du monde, de s'impliquer dans l'affaire ukrainienne. Avec la Russie, c'est comme si de rien n'était. De surcroît, l'Inde est devenue l'un des plus gros acheteurs de pétrole brut russe.

Un regard sur le monde musulman ne fait que renforcer ce constat. L'Arabie Saoudite et les Émirats Arabes Unis, tous deux partenaires stratégiques des États-Unis, ont intégré les BRICS+ et contribuent à atténuer les effets des sanctions. La Turquie, membre de l'OTAN, est devenue une plateforme par laquelle transite désormais le commerce entre l'UE et la Russie. Par ailleurs, les observateurs occidentaux n'accordent pas suffisamment d'importance au renforcement des relations entre l'Iran et la Russie, réduisant maladroitement ces deux pays à des membres de l'axe du mal. Mais rappelons-nous que l'Iran, qui fournit aujourd'hui des drones à la Russie, est un rival pluriséculaire engagé par le passé dans une lutte d'influence au Caucase et en Asie centrale.

En fin de compte, l'Occident a été seul à faire suivre de sanctions et d'un soutien actif à l'Ukraine sa condamnation de l'invasion russe.

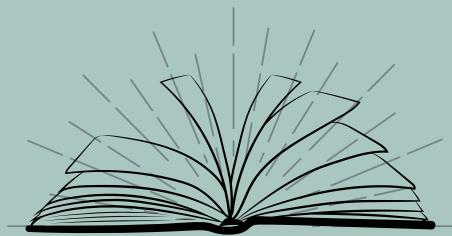
Non seulement l'influence de la Russie dans le monde ne diminue pas, mais elle s'accroît dans certaines régions. Devrait-on parler de l'influence russe croissante en Afrique à titre d'exemple, un sujet qui est malheureusement devenu trop familier chez nous en France ? Ce n'est toutefois pas tant le résultat des actions de Moscou que le déclin général de l'influence occidentale sur la scène internationale, qui peut être perçu à différents endroits : le Guyana revendiqué par le Venezuela, Taïwan sous pression grandissante de Pékin. Il serait erroné de ne pas aussi mentionner les prises de position occidentales sur le dernier embrasement du conflit israélo-palestinien, qui sont perçues par de nombreux pays comme profondément hypocrites. Pour les pays qui reconnaissent la Palestine comme un état souverain, l'absence de condamnation quelconque des actions d'Israël n'est qu'un exemple des doubles standards occidentaux. Cela aussi conduit à l'érosion de notre influence dans la politique mondiale.

Sur le plan économique, on note la dédollarisation du commerce international devenue tendance, ou encore l'échec des sanctions. À titre d'exemple : le plafonnement du prix du pétrole brut russe à 60 dollars le baril décidé par les pays du G7 et l'UE en décembre 2022. En 2023, le brut russe s'est vendu en moyenne à 70 dollars le baril.

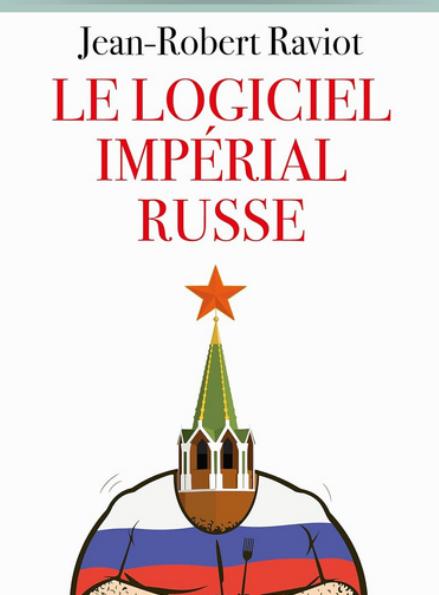
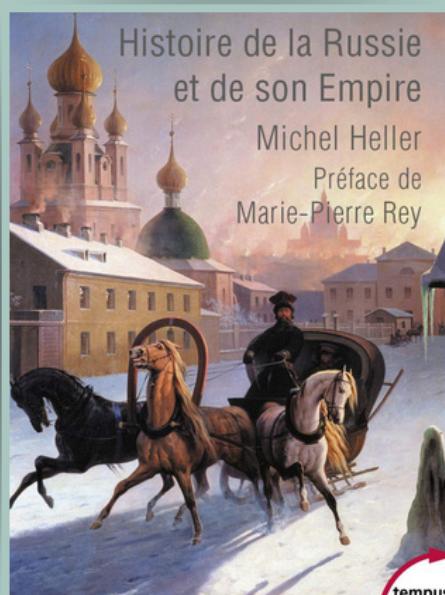
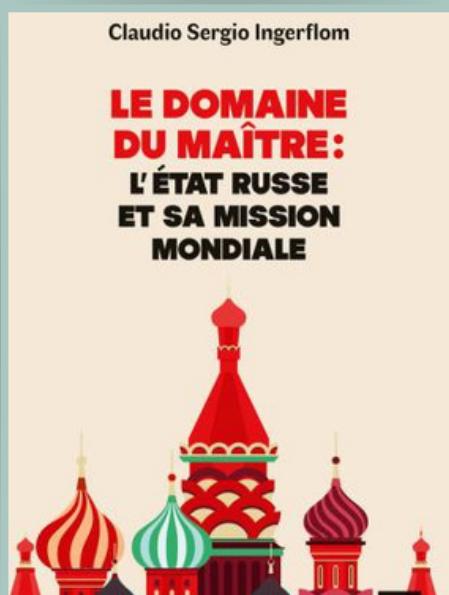
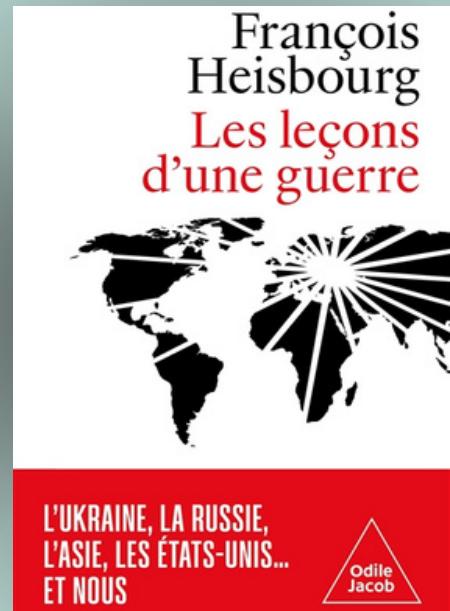
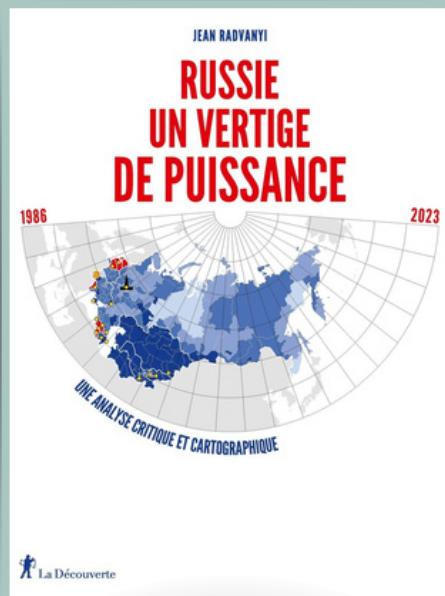
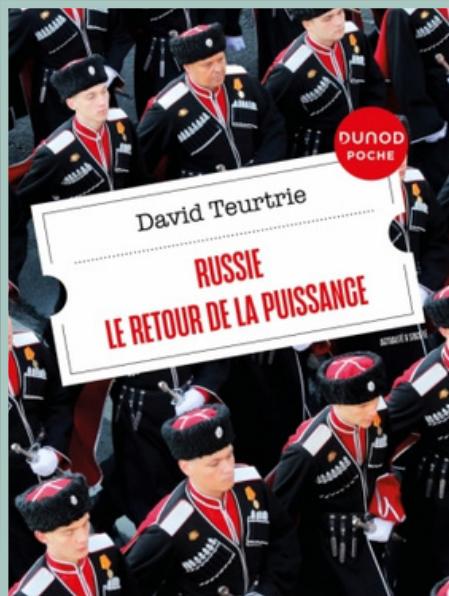
Deux ans sont passés et l'Occident n'a rien gagné en Ukraine. D'un point de vue stratégique, cette guerre précipite notre déclin. La question qui se pose maintenant est comment sortir de cet état de fait, question qui devient particulièrement urgente d'un point de vue européen. Dans un monde en pleine évolution, l'Occident est la seule partie du globe encore muée idéologiquement, celle où les intérêts du bloc remportent sur les intérêts nationaux. Il est peut-être temps pour nous, Européens, de reconnaître que les intérêts de l'Europe ne sont pas ceux des Etats-Unis. Il est peut-être temps d'ouvrir les yeux sur les principaux bénéficiaires de la destruction de Nord Stream. Il est peut-être temps d'arrêter d'alimenter la guerre en Ukraine. Il est peut-être temps de reconstruire la paix.

par Denis Richard

Horizons



Dans cette section, nous vous mettons une liste d'ouvrages à disposition afin d'explorer plus amplement le thème de l'édition.



Nos auteurs

Titouan

GUILBAUD

Etudiant en Licence 3 de Science-Politique à l'Université Catholique de l'Ouest d'Angers, il s'intéresse particulièrement à la géopolitique des conflits et aux stratégies de politique étrangère. Il s'oriente, dans ce cadre, vers un Master en Etudes Européennes et Relations Internationales.

Margot

LEGRAND

En tant qu'étudiante en Master 1 Étude des Relations Internationales et du Global à Sciences Po Strasbourg, elle consacre sa passion pour les relations internationales à une spécialisation approfondie sur l'Europe de l'Est et la Russie. Ses centres d'intérêt englobent les questions géopolitiques, stratégiques, les droits et libertés humains, ainsi que les politiques entre l'Europe et ses voisins.

Fiona

BESSIOUD-

JANOIR

Effectuant un Service Civique axé sur la solidarité internationale, elle est également Responsable de revue au sein du département Recherche du CEDIRE. Diplômée du Master 2 Relations Internationales (spécialité "les frontières : coopérations et conflits") de Sciences Po Strasbourg, elle est passionnée par la résolution de conflits.

Marie-Victoire

BARBARET

Journaliste et étudiante en Sciences Politiques et Relations Internationales à Londres, Marie-Victoire Barbaret est passionnée du monde et s'intéresse à de nombreux sujets. Elle approfondit notamment l'anglais, le russe ainsi que l'espagnol pour réaliser plus tard des documentaires et écrire à l'étranger.

Denis

RICHARD

Denis Richard est étudiant-entrepreneur à l'Université Paris-Dauphine. Il dirige depuis 2022 Kapousta, cabinet spécialisé dans l'export et le développement de courants d'affaires dans les pays d'ex-URSS.

Loukiane

DOUCET

Étudiant en Master d'Histoire à Sorbonne Université, ses recherches portent sur la coopération internationale dans le domaine de l'agriculture. Avec une solide formation scientifique en classes préparatoires et une double licence en Histoire et Géographie, il s'intéresse également aux questions internationales liées à la transition énergétique et au changement climatique.

Présentation de la FDNU

La **Fédération pour la Diplomatie et les Nations Unies (FDNU)** a été créée en 2023 par des jeunes citoyens passionnés par la diplomatie, la coopération internationale et les objectifs des Nations Unies. Elle est reconnue en tant qu'ONG gérée par des jeunes et s'adressant aux jeunes.

La FDNU s'engage à soutenir la vision et les valeurs de l'ONU, à promouvoir la diplomatie ainsi que la coopération internationale. Ses activités incluent le **CEDIRE**, un centre de recherche, le média **Diplomatiquement vôtre**, et le projet **France Model United Nations (FMUN)** qui organise des simulations des Nations Unies.

